



---

Lannemezan Bois Energie

---

680 Rue de Peyrehitte

65 300 LANNEMEZAN

---

## PJ n°6 – Justification du respect des prescriptions applicables

---

N° Etude : ET-194-012022

---

Mai

2022

---



**Ahida conseil**  
Etudes - Environnement - ICPE

## SOMMAIRE

---

I. AVANT-PROPOS .....	3
II. TABLEAU DE RECOLEMENT.....	4

## LISTE DES TABLEAUX

---

<b>Tableau 1</b> : Justification du respect des prescriptions applicables aux installations classées relevant de la rubrique 1532 au régime d'enregistrement .....	5
<b>Tableau 2</b> : Justification du respect des prescriptions applicables aux installations classées relevant de la rubrique 2260 au régime d'enregistrement .....	26
<b>Tableau 3</b> : Justification du respect des prescriptions applicables aux installations classées relevant de la rubrique 2910 au régime de déclaration .....	41

## I. AVANT-PROPOS

---

Le projet développé par la société LANNEMEZAN BOIS ENERGIE consiste à valoriser des co-produits de bois (bois énergie) sous deux formes :

- une unité de cogénération qui produira de la vapeur et de l'électricité. L'électricité sera réinjectée pour partie vers le réseau d'un fournisseur d'électricité ;
- une unité dédiée à la fabrication de granulés de bois (granulés bois pour l'alimentation de poêles à granules). Cette unité sera implantée sur le même site, et valorisera l'énergie thermique (eau chaude) issue de la centrale de cogénération pour les besoins de séchage. Les granulés seront ensuite stockés puis expédiés en vrac ou en sacs.

A ce titre, le site dans sa configuration projetée doit répondre aux prescriptions applicables aux installations nouvelles issues des arrêtés ministériels suivants :

- **Arrêté du 11/09/13** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- **Arrêté du 22 octobre 2018** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- **Arrêté du 3 août 2018** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

En application de l'article R.512-46-4 du Code de l'environnement, la présente demande d'enregistrement au titre des ICPE comprend un document justifiant du respect des prescriptions générales applicables à l'installation édictées par le ministre chargé des installations classées. Le présent document rend notamment compte des mesures retenues et des performances attendues pour garantir le respect de ces prescriptions.

## II. TABLEAU DE RECOLEMENT

---

Le tableau suivant présente les différentes justifications du respect des prescriptions applicables issues des arrêtés ministériels (1532 et 2260 à enregistrement et 2910 à déclaration) de la nomenclature des ICPE.

Les avis de conformité, présentés dans les tableaux suivants, sont fournis sous la forme codifiée en regard de la prescription associée :

- **C** : Conformité
- **NC** : Non Conforme
- **DA** : Demande d'Aménagement
- **SO** : Sans Objet (exigence hors champ de l'audit ou pas d'exigence spécifiée)
- **NA** : Non Applicable (exigence ne concernant pas l'installation)

**Tableau 1** : Justification du respect des prescriptions applicables aux installations classées relevant de la rubrique 1532 au régime d'enregistrement

Arrêté Ministériel du 11/03/2013 (Rubrique 1532 - Enregistrement)						
Point	Contenu	Situation des installations sur le site de Lannemezan			Conformité	Observations
		Aire de stockage extérieure de billons	Stockage couvert biomasse (bât 7 et 8), Stockage couvert de matière première (bât 2), Stockage couvert de palette de granulés en sacs (bât 6) 1 silo de copeaux humides 1 silo de sciure sèche 3 silos de stockages produits finis	Stockage extérieur de produits finis conditionnés (pellets)		
Art 1	<p>(Arrêté du 24 septembre 2020, article 4 1°)</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique 1532.</p> <p>Les dispositions applicables aux installations existantes et les conditions de leur entrée en vigueur sont précisées en annexe II.</p> <p>« Les dispositions applicables aux installations d'un volume susceptible d'être stocké supérieur ou égal à 50 000 m3 relevant de la rubrique 1532-2 autorisées entre le 14 septembre 2013 et le 1er janvier 2021 et les conditions de leur entrée en vigueur sont précisées en annexe III. Les prescriptions auxquelles ces installations sont déjà soumises demeurent applicables, le cas échéant, jusqu'à l'application de dispositions plus contraignantes. »</p> <p>Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.</p>	Sans objet (pour rappel)			C	
Art 2	<p>Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <p>« Accès à l'installation » : ouverture reliant la voie de desserte privée ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en oeuvre ;</p> <p>« Bandes de protection » : bandes disposées sur les revêtements d'étanchéité le long des murs séparatifs entre cellules, destinées à prévenir la propagation d'un sinistre d'une cellule à l'autre par la toiture ;</p> <p>« Cellule » : partie d'un stockage couvert compartimenté, objet des dispositions constructives des articles 11 et 12 ;</p> <p>« Couverture » : tous les éléments reposant sur la structure concourant au couvert du bâtiment ;</p> <p>« Hauteur d'un bâtiment » : hauteur au faîtage, c'est-à-dire hauteur au point le plus haut de la toiture du bâtiment (hors murs séparatifs dépassant en toiture) ;</p> <p>« Matières dangereuses » : substances ou mélanges visés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 susvisé ;</p> <p>« Mezzanine » : surface en hauteur qui occupe au maximum 50 % de la surface du niveau inférieur de la cellule et qui ne comporte pas de local fermé. Au-delà de cette limite, la surface est considérée comme un niveau ;</p> <p>« Niveau » : surface d'un même plancher disponible pour un stockage ou une autre activité ;</p> <p>« Produits de première transformation du bois » : produits issus de la découpe de bois ronds par sciage, déroulage, tranchage ou broyage ;</p> <p>« Produits de deuxième transformation du bois » : produits utilisant les produits issus de la première transformation du bois en appliquant des opérations complémentaires d'usinage, d'assemblage, de traitement ou de finition ;</p> <p>« Produits connexes de première transformation du bois » : chutes ou résidus de bois issus des opérations de première transformation du bois ;</p>	Sans objet (pour rappel)			C	

	<p>« Produits connexes de deuxième transformation du bois » : chutes ou résidus de bois issus des opérations de deuxième transformation du bois ;</p> <p>« Stockage couvert » : stockage abrité par une construction dotée d’une toiture ;</p> <p>« Stockage couvert fermé » : stockage abrité par une construction dotée d’une toiture et fermée sur au moins 70 % de son périmètre ;</p> <p>« Stockage couvert ouvert » : stockage couvert ne répondant pas à la définition de stockage couvert fermé ;</p> <p>« Stockage de produits susceptibles de dégager des poussières inflammables » : stockage vrac de granulés et produits connexes de deuxième transformation du bois, sauf démonstration particulière de l’exploitant justifiant de l’absence de risque de dégagement de poussières inflammables lors de la manipulation des produits (par exemple, stockage de poussières de bois en silos) ;</p> <p>« Stockage en masse » : produits (sacs, palettes, etc.) empilés les uns sur les autres ;</p> <p>« Stockage en vrac » : produits nus posés au sol en tas ;</p> <p>« Structure » : éléments qui concourent à la stabilité du bâtiment, tels que les poteaux, les poutres, les planchers et les murs porteurs ;</p> <p>« Support de couverture » : éléments fixés sur la structure destinés à supporter la couverture du bâtiment ;</p> <p>« Zone de mélange » : zone adjacente au point de rejet où les concentrations d’un ou plusieurs polluants peuvent dépasser les normes de qualité environnementales ;</p> <p>« Zones à émergence réglementée » : - l’intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d’enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l’exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ; - les zones constructibles définies par des documents d’urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d’enregistrement ; - l’intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d’enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l’exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.</p>			
<b>Chapitre I : Dispositions générales</b>				
Art 3	L’installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d’enregistrement.	L’exploitant s’engage au respect de cet art.3	C	
Art 4	<p>(Arrêté du 24 septembre 2020, article 4 2°)</p> <p>I. L’exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - une copie de la demande d’enregistrement et du dossier qui l’accompagne ; - les mises à jour du dossier d’enregistrement datées avec mise en évidence des modifications apportées à l’installation ; - l’arrêté d’enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l’installation ; - un registre rassemblant l’ensemble des déclarations d’accidents ou d’incidents et leurs suites comme prévu par l’article R. 512-69 du code de l’environnement.</p> <p>II. - L’exploitant tient à la disposition de l’inspection des installations classées les documents suivants : - le plan général des ateliers et des stockages localisant les zones à risque (cf. article 8) ; - les fiches de données de sécurité des produits présents dans l’installation (cf. article 9) ; - le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. article 9) ; - le registre des nettoyages (cf. A du II de l’article 10) ; - les justificatifs de conformité des moyens de lutte contre l’incendie (cf. article 14) ; - les éléments justifiant la conformité, l’entretien et la vérification des installations électriques (cf. articles 15 et 16) ; - les justificatifs de conformité de l’installation de protection contre la foudre (cf. article 17) ; - le document de vérification des travaux réalisés (cf. article 22) ; - le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements (cf. article 23) ;</p>	L’exploitant s’engage à tenir à jour les documents listés à l’art.4	C	

	<div>- les consignes d’exploitation (cf. article 24) ;</div> <div>- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 30) ;</div> <div>- le registre des déchets dangereux générés par l’installation (cf. article 43).</div> <div>III. Le dossier est complété par les documents suivants pour les nouvelles installations : - les descriptifs et caractéristiques techniques des équipements supplémentaires installés au niveau des installations de stockage susceptibles de dégager des poussières inflammables (cf. C et D du II de l’article 10); - les justificatifs attestant des caractéristiques des dispositifs constructifs permettant de limiter les risques d’incendie ou d’explosion (cf. article 11) ; - les relevés de température et d’humidité (cf. III de l’article 25) ; - lorsque le rejet s’effectue dans une station d’épuration collective, l’autorisation du gestionnaire de la station (cf. article 26) ; - le registre des résultats de mesure de prélèvement d’eau (cf. article 28) ; - les derniers résultats des mesures de bruit (cf. article 40) ;</div> <div>Ce dossier est tenu à la disposition de l’inspection des installations classées.</div> <div>« Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et recommandations issues de l'analyse des risques menés par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</div>					
Art 5	I. Les limites des stockages sont implantées à une distance minimale des limites du site calculée de façon à ce que les effets létaux au sens de l’arrêté du 29 septembre 2005 susvisé soient contenus dans l’enceinte du site en cas d’incendie en prenant en compte la configuration la plus défavorable par rapport aux matières combustibles potentiellement stockées en utilisant la méthode de calcul FLUMILOG (référéncée dans le document de l’INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d’entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90977-14553A).	Tous les effets thermiques létaux générés par un incendie généralisé des stockages sont contenus dans les limites du site. (confirmer avec FLUMILOG)			C	Voir étude FLUMILOG fournie en Annexe 8.
	Les cellules de stockage couvert fermé sont implantées à une distance minimale de 20 mètres des limites du site.	Sans objet (stockage extérieur)	Le stockage actif et passif de biomasse (bâtiment B7 et B8), le stockage actif et passif de matières premières (B2) et le stockage de palettes de granulés en sacs (B6) sont implantés à plus de 20 m des limites de propriété du site.	Sans objet (stockage extérieur)	C	Voir le plan de masse du site en pièce-jointe n°03
	Pour une installation de stockage de produits susceptibles de dégager des poussières inflammables, la distance d’éloignement vis-à-vis des limites du site ne peut pas être inférieure à 20 mètres ni à la hauteur de l’installation.	Sans objet (pas de poussières inflammables)	Sans objet (pas de poussières inflammables)	Sans objet (pas de poussières inflammables)	C	
	La distance d’éloignement des stockages vis-à-vis des limites du site permet par ailleurs le respect des dispositions de l’article 13 relatives à l’accessibilité des engins de secours.				C	Voir analyse art.13
	II. Les stockages sont situés à plus de 30 mètres des parties de l’installation mentionnées à l’article 8 susceptibles de produire des effets toxiques ou des explosions en cas d’incendie du stockage, sauf si l’exploitant met en place des équipements dont il justifie la pertinence afin que ces produits et installations soient protégés de tels effets dominos. Les éléments de démonstration sont tenus à la disposition de l’inspection des installations classées.  Les installations de stockage de produits susceptibles de dégager des poussières inflammables répondant aux dispositions du I de l’article 5, du II de l’article 10, du V de l’article 11, du II de l’article 15 et du III de l’article 25 ne sont pas soumises au précédent alinéa.	Absence sur le site d'installations susceptibles de produire des effets toxiques. Absence sur le site de stckage susceptible de produire des explosions à l'exception des 3 silos de stockage de granulés vrac répondant aux dispositions mentionnées à savoir : silos à plus de 20 m des limites du site, équipements de sécurité réglementaires, toitures soufflables, matériel ATEX et prévention des risques de fermentation			C	
	III. Un stockage couvert ne comprend pas, ne surmonte pas ni n’est surmonté de locaux habités ou occupés par des tiers. Il est interdit en sous-sol, c’est-à-dire en-dessous du niveau dit de référence.  Le niveau de référence est celui de la voirie interne au site située au pied du bâtiment et desservant la construction utilisable par les engins des services d’incendie et de secours. S’il y a deux accès par des voies situées à des niveaux différents, le niveau de référence est déterminé par la voie la plus basse.	Sans objet (stockage extérieur)	Les bâtiments de stockage (B2, B6, B7 et B8) comportent un seul niveau, sans étage ni sous-sol.	Sans objet (stockage extérieur)	C	
Art 6	Sans préjudice des règlements d’urbanisme, l’exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées en cas de besoin (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l’installation n’entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ; - des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.	La configuration du site réduit les risques d'entrainement de poussières et boues par les véhicules vers l'extérieur. L'ensemble des voiries du site sont déjà aménagées avec pour l'essentiel des surfaces bétonnées. Aucun stockage de matériaux pulvérulents ne sera pratiqué en extérieur. Les aires de déchargement / chargement de bois seront éloignées de l'entrée du site.  Des zones d'espaces verts sont conservées.			C	Voir le plan de masse du site en pièce-jointe n°03

Art 7	Les installations sont maintenues propres et entretenues en permanence.  Les abords de l’installation, placés sous le contrôle de l’exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l’objet d’un soin particulier.	L’exploitant s’engage à maintenir le site propre. Une attention particulière sera portée au nettoyage des abords des zones de réception et de chargement ainsi que des voies de circulation. L’émissaire de rejet des eaux pluviales sera dégagé et convenablement entretenu.			C	
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions						
Section 1 : Généralités						
Art 8	L’exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l’installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d’être à l’origine d’un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l’article L. 511-1 du code de l’environnement.	La nature des risques associés aux différents stockages est présentée dans la pièce « demande d’enregistrement ».			C	Voir la pièce « demande d’enregistrement- Note d’incidences sur l’environnement et les risques
Art 9	Sans préjudice des dispositions du code du travail, l’exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l’installation, en particulier les fiches de données de sécurité.  Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s’il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l’étiquetage des substances et mélanges dangereux.  L’exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d’incendie et de secours.	L’exploitant n'utilisera pas de produits dangereux dans l'emprise des installations de stockage de bois.			C	
Art 10	I. Généralités sur la propreté des installations :  Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.  Les installations sont débarrassées de tout matériel ou produit qui n’est pas nécessaire au fonctionnement de l’établissement, notamment matières inflammables, emballages vides, huiles, lubrifiants, etc.	Sans objet (stockage extérieur)	Mise en place de consignes de nettoyage adaptées au niveau d’empoussièrement	Sans objet (stockage extérieur de produits conditionnés)	C	
	2. Dispositions supplémentaires pour les installations de stockage de produits susceptibles de dégager des poussières inflammables :  2. Les installations sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les tuyauteries, les appareils et les équipements, afin de limiter au maximum leur risque d’envol.  La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l’exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l’inspection des installations classées.  Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l’aide d’aspirateurs ou de centrales d’aspiration.  L’appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l’incendie et l’explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d’autres dispositifs de nettoyage tels que l’utilisation de balais ou exceptionnellement d’air comprimé fait l’objet de consignes particulières.	L’aire extérieure de stockage / broyage des billons de bois sera nettoyée après chaque campagne de broyage. Les billons de bois ne sont pas de nature à générer des dégagements de poussières inflammables.	Les installations seront régulièrement nettoyées : mise en place d’un programme de nettoyage définissant les fréquences par zone et les moyens à utiliser. Le site sera doté de moyens d’aspiration pour permettre un nettoyage efficace.	Sans objet (stockage extérieur de produits conditionnés)	C	
	B. Les sources émettrices de poussières (jetées d’élévateur ou de transporteur) sont capotées autant que techniquement possible. Elles sont étanches ou munies de dispositifs d’aspiration et de tuyauterie de transport de l’air poussiéreux.  L’exploitant veille à éviter les courants d’air au-dessus de ce type d’installation.	Sans objet	Ligne de transfert entre le bâtiment de stockage des matières premières et le bâtiment de granulation. Cette ligne sera composée de différents transporteurs et élévateurs capotés et étanches.  Faible débit de manutention réduisant le risque d’émission de poussières.	Sans objet	C	
	C. Des dispositions sont prises pour limiter les émissions de poussières des systèmes d’aspiration, éviter une explosion ou un incendie dans une installation de dépoussiérage et limiter leur propagation et leurs conséquences lorsqu’ils se produisent (par exemple, fractionnement des réseaux, mise en place de dispositifs de découplage de l’explosion disposés de façon à ne pas produire de projection à hauteur d’homme en cas d’explosion, de dispositifs d’isolation de l’explosion et d’arrosage à l’eau).	Sans objet	Absence de systèmes d’aspiration et de dépoussiérage associés aux stockages.	Sans objet	C	



	<p>D. Les équipements/matériels mécaniques sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés.</p> <p>Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.</p> <p>Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations de dépoussiérage si elles existent : ces équipements ne démarrent que si les systèmes de dépoussiérage fonctionnent, et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p>Les transporteurs à chaîne et à vis sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.</p> <p>Les paliers sont munis de détecteurs de température avec alarme en premier seuil, et en deuxième seuil, vidange et arrêt de l'installation concernée.</p> <p>Les bandes de transporteurs respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005, ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008, et NF EN 12881-2, version juin 2008 (bandes difficilement propagatrices de la flamme). Cette disposition est applicable aux installations existantes en cas de remplacement d'une bande de transporteurs.</p> <p>Si le transport des produits est effectué par voie pneumatique, la taille des conduites est calculée de manière à assurer une vitesse supérieure à 15 m/s pour éviter les dépôts ou bourrages.</p> <p>Les gaines d'élévateur sont munies de regards ou de trappes de visite. Ces derniers ne peuvent être ouverts que par du personnel qualifié.</p> <p>Les filtres sont sous caissons qui sont protégés par des événements débouchant sur l'extérieur.</p> <p>Le stockage des poussières récupérées par ces installations s'effectue à l'extérieur des installations de stockage, en dehors de toute zone à risque identifiée à l'article 8.</p>	Sans objet	<p>Des dispositifs de sécurité sont prévus sur tous les appareils de manutention et seront asservis à leur fonctionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Elévateurs à godets : capteurs de déport de sangle et contrôleur de rotation + trappes de visite</li><li>• Transporteurs à chaîne et vis : détecteurs de bourrage</li><li>• Transporteurs à bande : capteurs de déport de bande et contrôleur de rotation</li></ul> <p>Mise en place de détecteurs de température sur les paliers :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Absence de filtre sous caisson associé aux silos</li><li>• Conformité des bandes transporteuses aux normes en vigueur (bandes difficilement propagatrices de flamme)</li><li>• Conduite de transport pneumatique convenablement dimensionnées</li></ul>	Sans objet	C	<p><i>Voir les dispositifs de sécurité présentés dans la pièce « demande d'enregistrement »</i></p>
<b>Section 2 : Dispositions constructives</b>						
Art 11	<p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les dispositions du I au III s'appliquent aux stockages couverts, à l'exception de ceux susceptibles de dégager des poussières inflammables.</p>	Sans objet	Justificatifs disponibles pour les installations à construire et pouvant être présentés sur demande à l'issue de la construction du site.	Sans objet	C	
	<p>I. L'exploitant réalise une étude technique démontrant que les dispositions constructives assurent que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Cette étude est réalisée avec la construction du bâtiment et est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Sans objet	L'exploitant s'engage à effectuer une étude de ruine à la chaîne des structures des bâtiments au moment de la construction et rendre cette étude disponible pour l'inspection des ICPE.	Sans objet	C	
	<p>Les parois extérieures sont construites en matériaux A2 s1 d0.</p> <p>L'ensemble de la structure est a minima R 15. Pour les dépôts à simple rez-de-chaussée de plus de 12,50 mètres de hauteur, la structure est R 60, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie. Pour les stockages couverts sur deux niveaux ou plus, les planchers sont EI 120 et les structures porteuses des planchers R 120 au moins.</p> <p>Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1 fl).</p>	Sans objet	<p>Bâtiment stockage matières premières (B2) et palettes de granulés en sacs (B6) : structure métallique R 15 minimum</p> <p>Parois en bardage métallique simple peau A2s1d0</p> <p>Sol béton de classe A1fl</p> <p>Hall de stockage de biomasse dans le bâtiment (B8) &gt; 12,5 m hauteur (faitage) : structure R 60 minimum.</p> <p><i>Silos non concernés par cette prescription</i></p>	Sans objet	C	

	<p>Les murs séparatifs entre deux cellules sont REI 120 ; ces parois sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou 0,50 mètre en saillie de la façade, dans la continuité de la paroi. Les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0.</p> <p>Les murs séparatifs entre une cellule et un local technique sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture ou une distance libre de 10 mètres est respectée entre la cellule et le local technique.</p>	Sans objet	<p>Absence de cellules mitoyennes (installations indépendantes)</p> <p>Mur séparatif REI 120 prévu entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les parois des locaux (chaufferie, maintenance) et le stockage attenant du bâtiment B8 ;</li> <li>- entre la paroi la paroi du bâtiment de stockage biomasse (B7) et la paroi du hall de stockage biomasse (B8) ;</li> <li>- entre la paroi du bâtiment B2 (stockage de matières premières) et le bâtiment de broyage humide (B3) ;</li> <li>- entre la paroi du bâtiment B6 (stockage de palettes de granulés en sacs) et les bâtiments granulation (B4) et ensachage (B5).</li> </ul>	Sans objet		
	<p>Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manoeuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes satisfont une classe de durabilité C2.</p>	Sans objet	<p>Les ouvertures effectuées au besoin dans les parois séparatives seront munies de dispositifs de fermeture de degré de résistance équivalent à celui exigé par les parois.</p>	Sans objet	C	
	<p>Les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) sont de classe A2 s1 d0. A défaut, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0 et respecte l'une des conditions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;</li> <li>- l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m<sup>3</sup> et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg.</li> </ul> <p>Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</p>	Sans objet	<p>L'exploitant s'engage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à utiliser un isolant thermique de classe A2 s1 d0 sur les bâtiments de stockage ;</li> <li>- Toiture satisfaisant la classe BROOF (t3) ;</li> <li>- les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</li> </ul>	Sans objet	C	
	<p>II. La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie et 6 000 mètres carrés en présence d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté à la nature des produits stockés.</p> <p>Dans le cas où une cellule comporte plusieurs mezzanines, l'exploitant démontre, par une étude, que ces mezzanines n'engendrent pas de risque supplémentaire, notamment qu'elles ne gênent pas le désenfumage en cas d'incendie.</p>	Aire de stockage de billons d'une surface de 1 662m <sup>2</sup>	<p>Stockage biomasse actif (B8) : 100 m<sup>2</sup>  Stockage biomasse passif (B7) : 990 m<sup>2</sup>  Stockage matière première (B2) : 1400 m<sup>2</sup>  Stockage produits finis (B6) : 1800 m<sup>2</sup></p>	Deux aires de stockage extérieure de produits finis (granulés sacs) = 696 m <sup>2</sup> et 920 m <sup>2</sup>	C	
	<p>III. Les accès des locaux de stockage permettent l'intervention rapide des secours depuis l'extérieur des cellules de stockage ou depuis un espace à l'abri des effets du sinistre qui peut être une cellule adjacente. Leur nombre minimal permet que tout point d'un bâtiment de stockage ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs de l'un d'eux et 25 mètres dans les parties de bâtiment formant cul-de-sac. Ils sont au moins deux, dans deux directions opposées, dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 mètres carrés.</p>	Sans objet	<p>Les bâtiments de stockage disposent d'ouvertures permettant l'accès des camions de livraison/ expédition et des engins pompiers en cas de sinistre.</p>	Sans objet	C	
	<p>IV. S'il existe une chaufferie ou un local de charge de batteries des chariots, ceux-ci sont situés dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux stockages couverts ou isolé par une paroi REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et les stockages couverts se fait soit par un sas équipé de deux blocs portes E 60 C, soit par une porte EI2 120 C et de classe de durabilité C2.</p> <p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une vanne sur l'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'arrivée du combustible ;</li> <li>- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;</li> <li>- un dispositif sonore et visuel d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente</li> </ul>	Sans objet	<p>La chaufferie mitoyenne du stockage de biomasse (bâtiment B7) est séparée de celle-ci par une paroi séparative REI 120.</p> <p>Des dispositifs de sécurité réglementaires seront mis en place à l'extérieur de la chaufferie.</p>	Sans objet	C	<p>Voir analyse de la rubrique ICPE 2910</p>

	<p>Aucune tuyauterie aérienne de gaz inflammable n'est présente dans les locaux de stockage.</p> <p>Une distance minimum de 10 mètres par rapport à ces tuyauteries est respectée pour les stockages extérieurs de produits en amont de la deuxième transformation du bois. Elle est de 25 mètres pour les autres stockages extérieurs de bois, ou supérieure à la valeur de la distance permettant de ne pas soumettre ces tuyauteries aux effets dominos au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 ainsi générés par ces stockages extérieurs. Cette distance est déterminée en utilisant la méthode de calcul FLUMILOG référencée au I de l'article 5.</p>	<p>Sans objet</p> <p>Absence de tuyauterie de gaz dans l'usine.</p>			C	
	<p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p>	Sans objet	Absence de locaux de recharge de batterie en dehors d'un local dédié.	Sans objet	C	
	<p>V. Les stockages de produits susceptibles de dégager des poussières inflammables sont équipés de parois ou toitures soufflables ayant une pression de rupture à l'explosion inférieure ou égale à 100 mbar, d'une superficie au moins égale à celle de la toiture.</p> <p>Leurs galeries et tunnels de transporteurs sont conçus de manière à faciliter tous travaux d'entretien, de réparation ou de nettoyage des éléments des transporteurs.</p>	Sans objet	Tous les silos du site seront équipés de toitures métalliques soufflables (pression de rupture inférieure à celles des parois). Tous les systèmes de transfert seront aériens et il n'y aura pas de galerie et tunnel de transporteur.	Sans objet	C	
	<p>Les stockages sont conçus de manière à réduire le nombre de zones favorisant les accumulations de poussières telles que surfaces planes horizontales (en dehors des sols), revêtements muraux ou sols que l'on ne peut pas facilement dépoussiérer, enchevêtrements de tuyauteries, endroits reculés difficilement accessibles, aspérités, etc.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage, sauf si elles sont conçues pour réaliser les opérations de transfert des produits uniquement par des engins équipés selon le II de l'article 15.</p> <p>Ces aires de chargement et de déchargement sont nettoyées comme prévu à l'article 10 et sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m3 (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage et de nuisance pour les milieux sensibles) ;</li> <li>- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration dans les conditions prévues au II de l'article 10.</li> </ul>	Sans objet	<p>Toutes les aires de déchargement (matières premières et biomasse) seront ouvertes sur l'extérieur et suffisamment ventilées pour éviter l'apparition d'une atmosphère explosive.</p> <p>Les matériaux réceptionnés seront des matériaux dit humides (HR &gt; 30 %) ne créant pas d'atmosphère explosive.</p> <p>Les aires de chargement / déchargement seront régulièrement nettoyées (nettoyage quotidien).</p>	Sans objet	C	
	<p>Les structures porteuses des bâtiments abritant les stockages de produits susceptibles de dégager des poussières inflammables sont réalisées avec des matériaux dont la caractéristique minimale de réaction est de classe A1 (incombustible). L'exploitant est en mesure de justifier que la conception de ces bâtiments permet d'éviter un effondrement en chaîne de la structure.</p> <p>Le système de couverture de toiture satisfait la classe BBROOF (t3).</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</p>	Sans objet	<p>Les silos ne sont pas concernés par cette disposition (pas des bâtiments).</p> <p>Il est rappelé que tous les silos seront indépendants les uns des autres et non attenants et que les silos disposeront d'une structure béton.</p>	Sans objet	C	
	<p>VI. Les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et locaux sociaux sont isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous REI 120, sans que ces locaux soient contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses.</p> <p>Il est également possible que les bureaux soient situés à l'intérieur d'une cellule. Dans ce cas, sans préjudice des dispositions du code du travail, pour ces bureaux à l'exception des bureaux dits de quais :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le plafond est REI 120 ;</li> <li>- le plancher est également REI 120 si les bureaux sont situés en étage.</li> </ul> <p>Les bureaux et les locaux sociaux sont éloignés des installations de stockage de produits susceptibles de dégager des poussières inflammables d'une distance au moins égale à la hauteur des installations, sans être inférieure à 10 mètres. Si la hauteur des installations est supérieure à 10 mètres, cette distance n'est pas inférieure à 20 mètres.</p>	Les bureaux sont situés dans un bâtiment dédié (B1) situé à l'écart de la zone de production.			C	

Voir le plan de masse du site en pièce-jointe n°03

Art 12	<p>Les dispositions du I au III s’appliquent aux locaux à risque incendie identifiés au IV de l’article 11 et aux stockages couverts fermés, à l’exception de ceux susceptibles de dégager des poussières inflammables qui respectent les dispositions du IV.</p> <p>I. Cantonnement :</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d’une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d’une longueur maximale de 60 mètres.</p> <p>Chaque écran de cantonnement est DH 30 en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006, et a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l’écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 1 mètre. Le niveau haut du stockage est au moins à 0,5 mètre au-dessous du niveau bas des écrans de cantonnement.</p>	Sans objet (Aire extérieure)	Le bâtiment de stockage (B6) de produits finis (palette de sacs de granulés) sera composé de 3 îlots de stockage de 500 m² pour une surface totale de la cellule de stockage de 1 500 m². La longueur d’un îlot sera de 38 m.	Sans objet (Aire extérieure)	C	
	<p>II. Désenfumage :</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d’évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).</p> <p>La surface utile d’un DENFC ne doit pas être inférieure à 1 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Il faut prévoir au moins un exutoire pour 250 mètres carrés de superficie de toiture.</p> <p>Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.</p> <p>Les dispositifs d’évacuation des fumées sont composés d’exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l’ensemble de ces exutoires n’est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>L’action d’une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage ou depuis la cellule à désenfumer dans le cas d’un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules.</p> <p>Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des cellules de stockage. Ces commandes d’ouverture manuelle sont installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p>	Sans objet (Aire extérieure)	Bâtiment de stockage couvert fermé B8 - hall stockage biomasse actif : Mise en place d’un DENFC conforme aux dispositions du II de l’art.12  Autres bâtiments (B2, B6, B7) – stockage couvert	Sans objet (Aire extérieure)	C	
	<p>Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- système d’ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;</li><li>- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;</li><li>- classification de la surcharge neige à l’ouverture : SL 250 (25 daN/m2) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m2) pour des altitudes comprises entre 400 et 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d’implantation n’est pas susceptible d’être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l’accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l’accumulation de la neige ;</li><li>- classe de température ambiante T(00) ;</li><li>- classe d’exposition à la chaleur B 300.</li></ul> <p>En présence d’un système d’extinction automatique, les dispositifs d’ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l’ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l’extinction automatique.</p>	Sans objet (Aire extérieure)	Les DENFC créés seront composés d’exutoires conformes à la norme NF EN 12 101-2.	Sans objet (Aire extérieure)	C	
	<p>III. Amenées d’air frais :</p> <p>Des amenées d’air frais d’une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l’extérieur.</p>	Sans objet (Aire extérieure)	Amenées d'air frais provenant des portes extérieures du hall de stockage biomasse actif.	Sans objet (Aire extérieure)	C	

	<p>IV. Cas particulier des stockages de produits susceptibles de dégager des poussières inflammables :</p> <p>Les galeries surcellules, les espaces surcellules, les tours de manutention et les cellules des stockages de produits susceptibles de dégager des poussières inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation naturelle des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Lorsque ces dispositifs sont constitués d'ouvertures permanentes, ils sont répartis de façon continue soit sur le périmètre de la partie du bâtiment à désenfumer abritant ces stockages, soit sur ses deux plus grandes longueurs opposées.</p> <p>Lorsque ces dispositifs ne sont pas constitués d'ouvertures permanentes, ils sont constitués d'exutoires à commande automatique et manuelle (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003.</p> <p>En exploitation normale, leur réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Leurs commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p> <p>La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires, y compris les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, n'est pas inférieure à 1 % de la superficie des locaux.</p> <p>Lorsque les dispositifs de désenfumage n'ont pas fait l'objet d'un procès-verbal d'essai de qualification de leur efficacité aéraulique, un coefficient pénalisant de 0,5 est affecté à la surface géométrique de désenfumage.</p> <p>Les amenées d'air n'entraînent pas de circulation d'air au sein des produits stockés.</p> <p>Elles sont aménagées sur une surface équivalente à la surface utile des exutoires.</p> <p>La surface d'ouverture prise en compte pour l'amenée d'air se situe le plus bas possible, en dessous de la hauteur des surfaces prises en compte pour l'évacuation naturelle des fumées et de la chaleur.</p> <p>Ces dispositifs sont répartis de façon continue soit sur le périmètre du bâtiment à désenfumer, soit sur ses deux côtés opposés présentant les plus grandes longueurs.</p> <p>L'ensemble de ces dispositions est justifié par une attestation de conformité, délivrée par une personne compétente en matière de désenfumage.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux cellules de stockage qui ne sont pas équipées d'un accès au personnel en phase de stockage.</p>	Sans objet (billons de bois)	L'installation ne comporte pas de tour de manutention, galeries ou espaces surcellules.	Sans objet (produits conditionnés)	C	
Art 13	<p>I. Accessibilité :</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;</li><li>- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.</li></ul> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>	<p>Le site dispose d'un accès au Sud du terrain depuis la RD17 pour permettre l'intervention des services de secours.</p> <p>Un parking sera aménagé sur le site, à proximité de l'entrée et en dehors des zones de circulation.</p> <p>L'exploitant mettra en place un plan d'intervention mis à disposition des services de secours, lequel comportera les locaux à risques avec indication des mentions de dangers et l'emplacement des moyens de lutte incendie.</p>			C	

<p>II. Accessibilité des engins à proximité de l’installation :</p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l’installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l’effondrement de tout ou partie de cette installation ou occupée par les eaux d’extinction.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li><li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li><li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li><li>- chaque point du périmètre de l’installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li><li>- aucun obstacle n’est disposé entre les accès à l’installation ou aux voies « échelles » définies au IV et la voie « engins ».</li></ul> <p>En cas d’impossibilité de mise en place d’une voie « engins » permettant la circulation sur l’intégralité du périmètre de l’installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d’une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p>	<p>Une voie engin sera aménagée sur la périphérie de l’installation et respectera les caractéristiques de dimensionnement et portance définis au II de cet article 13.</p> <p>Cette voie sera délimitée par un marquage au sol. Tout point des installations se trouve à moins de 60 mètres de cette voie engins.</p>			C	<p>Voir implantation de la voie engin sur le plan de masse du site en pièce-jointe n°03</p>	
<p>III. Déplacement des engins de secours à l’intérieur du site :</p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d’au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins », et ayant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie « engins » ;</li><li>- une longueur minimale de 15 mètres.</li></ul>	<p>Ce croisement est possible sur la majorité de la voie engins compte tenu de la configuration du site et de l'emprise des voiries.</p> <p>Aussi, un plan de circulation sera établi en concertation avec les sservices de secours.</p>			C		<p>Voir implantation de la voie engin sur le plan de masse du site en pièce-jointe n°03</p>
<p>IV. Mise en station des échelles :</p> <p>Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelles » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie « échelles » est directement accessible depuis la voie « engins » définie au II.</p> <p>Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l’aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li><li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li><li>- aucun obstacle aérien ne gêne la manoeuvre de ces échelles à la verticale de l’ensemble de la voie ;</li><li>- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;</li><li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm2.</li></ul> <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d’accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelles » permet d’accéder à des ouvertures.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie « échelles » et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d’obturation ou les châssis composant ces accès s’ouvrent et demeurent toujours accessibles de l’extérieur et de l’intérieur. Ils sont aisément repérables de l’extérieur par les services de secours.</p>	Sans objet	<p>La hauteur des halls de stockage (à l'exception des silos) sera inférieure ou égale à 8 mètres.</p> <p>La mise en place de voie échelles n'est pas nécessaire.</p> <p>Sans objet</p>	Sans objet	C		

	<p>V. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins :</p> <p>A partir de chaque voie « engins » ou « échelles » est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l’installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</p> <p>Les quais de déchargement sont équipés d’une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l’accès à chaque cellule sauf s’il existe des accès de plain-pied.</p>	Sans objet	Toutes les issues de secours des bâtiments seront accessibles depuis la voie engins.	Sans objet	C	
Art 14	<p>I. L’installation est dotée de moyens de lutte contre l’incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d’un moyen permettant d’alerter les services d’incendie et de secours ;</li><li>- d’un ou plusieurs appareils d’incendie (prises d’eau, poteaux par exemple) équipés de prises de raccordement d’un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres (DN100 ou DN150) conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d’incendie et de secours de s’alimenter sur ces appareils. Ces appareils d’incendie sont implantés de telle sorte que tout point des limites des zones à risque de l’installation identifiées à l’article 8 du présent arrêté se trouve à moins de 100 mètres d’un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d’incendie et de secours).</li></ul> <p>Les appareils sont alimentés par un réseau indépendant du réseau d’eau industrielle et garantissant une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Le débit et la quantité d’eau nécessaires pour les opérations d’extinction et de refroidissement sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l’Institut national d’études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d’assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001). Pour répondre aux besoins calculés, les appareils sont alimentés par le réseau d’eau public ou privé, complété si nécessaire par une ou plusieurs réserves d’eau propre au site.</p> <p>Chaque réserve a une capacité minimale réellement utilisable de 120 mètres cubes, est équipée de prises de raccordement conformes et est accessible en permanence pour permettre leur utilisation par les services d’incendie et de secours.</p> <p>A défaut de respecter l’ensemble des prescriptions de cet alinéa, seule une solution ayant recueilli au préalable l’avis des services d’incendie et de secours peut être mise en oeuvre.</p> <p>L’exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective en toutes circonstances des quantités et débits d’eau visés par cet alinéa ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de robinets d’incendie armés (RIA), situés au moins à proximité des issues des stockages couverts. Ils sont disposés de telle sorte qu’un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ;</li><li>- d’extincteurs répartis à l’intérieur de l’installation lorsqu’elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d’extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li></ul> <p>- d’un dispositif d’extinction automatique, lorsque celui-ci est exigé conformément aux dispositions du II de l’article 11 du présent arrêté ;</p> <p>Les moyens de lutte contre l’incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l’installation et notamment en période de gel.</p> <p>En cas d’installation de systèmes d’extinction automatique d’incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> <p>Les emplacements des bouches d’incendie, des RIA ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple, au moyen de pictogrammes).</p>	<p>Moyen d'alerte des secours : ligne téléphonique externe + surveillance du site par le personnel présent sur site.</p> <p>Les besoins en eau incendie nécessaires à l’intervention des services de secours extérieurs pour l’ensemble de l’établissement ont été estimés à l’aide du document technique D9 = 360 m³/h</p> <p>Ressource à créer pour répondre au besoin en eau calculé d'un volume total : réserve incendie (bâche souple) de 360m³ équipée d’une aire d’aspiration et reliée à 3 poteaux incendie capables de fournir un débit simultané minimum de 60 m3/h.</p> <p>L’implantation des poteaux permettra de couvrir l’ensemble des installations du site dans un rayon de 100 mètres de ces poteaux.</p> <p>Le positionnement de ces réserves sera validé par le SDIS.</p> <p>L’établissement sera équipé d’un réseau d’extincteurs et de RIA conformes aux règles R4 et R5 de l’APSAD. Le nombre d’extincteurs sera adapté au risque des installations et à la surface des zones à protéger. Les RIA seront positionnés à proximité des issues des stockages couverts.</p> <p>Un organisme agréé réalisera une vérification annuelle du matériel. Ces RIA et extincteurs seront positionnés sur le plan d'intervention.</p> <p>Dispositif d'extinction automatique non exigé.</p>			C	<p><i>Voir justification calcul D9 en <b>Annexe 8</b></i></p> <p><i>Voir plan d’implantation des moyens de lutte incendie (réserve, poteaux) sur la plan de masse en pièce-jointe n°03.</i></p>
	<p>II. Pour les installations de stockage de produits susceptibles de dégager des poussières inflammables d’une capacité totale supérieure à 5 000 mètres cubes, les moyens de lutte contre l’incendie sont complétés d’au moins une colonne sèche permettant d’atteindre le point le plus haut du stockage.</p>	Sans objet	Sans objet	Sans objet	SO	

Section 3 : Dispositif de prévention des accidents						
Art 15	I. Dans les parties de l’installation mentionnées à l’article 8 et recensées comme pouvant être à l’origine d’une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 susvisé.  L’exploitant tient à jour une description des équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions	Sans objet	Le matériel en présence dans les installations concernées sera limité.  Les silos de stockage contiennent des capteurs de niveau et des extracteurs de matière.	Sans objet	C	
	II. Les dispositions du présent II sont applicables aux installations de stockage de produits susceptibles de dégager des poussières inflammables.  Les appareils et les systèmes de protection susceptibles d’être à l’origine d’explosions : - sont au minimum de la catégorie 1D, 2D ou 3D pour le groupe d’appareils II (la lettre « D » concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 susvisé ; - ou disposent d’une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529, version juin 2000), et possèdent une température de surface au plus égale au minimum : des deux tiers de la température d’inflammation en nuage et de la température d’inflammation en couche de 5 millimètres diminuée de 75°C.  Les matériaux constituant les appareils en contact avec les produits sont conducteurs afin d’éviter toute accumulation de charges électrostatiques. Les engins munis de moteurs à combustion interne et susceptibles de pénétrer dans les installations sont équipés de pare-étincelles.  Le stationnement de véhicules est interdit dans les installations.	Sans objet	Mise en place dans les zones concernées de matériels répondant aux normes ATEX de manière à respecter les dispositions du II de l’article 15.  Mise à la terre des masses métalliques et conductrices.  Absence de pénétration dans les zones concernées d’engins de manutention ou de stationnement de véhicules.	Sans objet	C	
Art 16	(Arrêté du 17 août 2016, article 28-II)  I. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations électriques, y compris les canalisations, sont conformes aux prescriptions de l’article 422 de la norme NF C 15-100, version octobre 2010, relative aux locaux à risque d’incendie. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d’inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l’action des produits présents dans la partie de l’installation en cause.  Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. L’exploitant tient à la disposition de l’inspection des installations classées les éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.  Le rapport annuel de vérification effectué par un organisme compétent comporte : - pour les équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions, les conclusions de l’organisme quant à la conformité des installations ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret no 96-1010 susvisé ; - les conclusions de l’organisme quant à la conformité des installations électriques dans tout le site et, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l’article 422 de la norme NF C 15-100, version octobre 2010.  Les non-conformités font l’objet d’un plan d’actions précisant leur échéancier de réalisation ; ce plan respecte a minima les exigences du code du travail.	Sans objet	Les installations électriques seront réalisées, entretenues en bon état et vérifiées selon les normes en vigueur : Installation électrique basse tension = NF C15-100 Installations électrique haute tension = NF C 13-100.  Des vérifications de conformité des installations électriques seront réalisées annuellement.  Les équipements métalliques seront mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.	Sans objet	C	
	II. Dans le cas d’un éclairage artificiel, seul l’éclairage électrique est autorisé.  Si l’éclairage met en oeuvre des technologies pouvant en cas de dysfonctionnement projeter des éclats ou des éléments chauds susceptibles d’être source d’incendie (comme des gouttes chaudes en cas d’éclatement de lampes à vapeur de sodium ou de mercure), l’exploitant prend toute disposition pour que tous les éléments soient confinés dans l’appareil en cas de dysfonctionnement.  Les gainages électriques et autres canalisations électriques ne sont pas une cause possible d’inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l’action des produits présents dans la partie de l’installation en cause.	Sans objet Eclairages par projecteurs de la zone de stockage extérieure.	Appareils d'éclairage protégés Protection des gainages et canalisations électriques	Sans objet Eclairages par projecteurs de la zone de stockage extérieure.	C	
	A proximité d’au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l’alimentation électrique générale ou de chaque cellule.	Sans objet	Coupure générale de l'alimentation électrique dans le local TGBT.	Sans objet	C	



	<p>Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> <p>« Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté :</p> <p>« - les aérothermes sont de type C au sens de la norme FD CEN/ TR 1749 (version de novembre 2015) ;</p> <p>« - la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ;</p> <p>« - les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;</p> <p>« - les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ;</p> <p>« - toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;</p> <p>« - une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz ou détection d'absence de flamme au niveau de l'aérotherme, entraîner la fermeture de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt;</p> <p>« - toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120°C. En cas de d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ;</p> <p>« - les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent. »</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p>	Absence de chauffage dans les installations de stockage de bois.			C	
Art 17	<p>Dans le cas d'un stockage couvert, l'exploitant met en oeuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p>	Sans objet	<p>Les équipements de protection contre la foudre des installations seront mis en place et opérationnels lors du démarrage de l'exploitation, tels que définis par l'étude technique foudre réalisée par BCM Foudre.</p>	Sans objet	C	<p><i>Voir analyse du risque foudre (ARF) et étude technique (ETF) en <b>Annexe 6</b></i></p>
Art 18	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).</p>	Sans objet	<p>Les locaux seront correctement ventilés conformément à cette disposition.</p>	Sans objet	C	
Art 19	<p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les locaux de stockage couverts fermés, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.</p> <p>Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment sinistré.</p> <p>Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.</p> <p>L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et, le cas échéant, d'extinction.</p>	Sans objet	<p>L'exploitant s'engage à mettre en place un système de détection incendie et fumées avec alarme dans les locaux techniques et dans les bâtiments de stockage couverts fermés.</p>	Sans objet	C	

Section 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles				
Art 20	<p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li></ul> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>	Aucun produit liquide susceptible de créer une pollution ne sera implanté dans le périmètre des installations de stockage de bois.	C	
	III. Lorsque les stockages de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.	Sans objet	SO	
	IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	Sans objet	SO	
	<p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie ;</li><li>- du volume de produit libéré par cet incendie ;</li><li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li></ul> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>	<p>Le dimensionnement du volume de confinement des eaux d'extinction d'incendie a été réalisé à partir du guide pratique D9A.</p> <p>La solution technique retenue est un dispositif de confinement externe à l'installation par le biais d'un bassin étanche équipé, en sortie, d'une vanne d'isolement.</p> <p>Une consigne de confinement sera mise en place et intégrée aux consignes générales de sécurité du site.</p> <p>Le volume de confinement à créer est calculé comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie = résultat du calcul D9 x 2 heures, soit 360 m³,</li><li>- volume de produit libéré par cet incendie : négligeable,</li><li>- volume lié aux intempéries : 210 m³.</li></ul> <p>Le volume total défini s'élève à 570 m³ .</p>	C	

Voir la justification de la note de calcul du D9A en **Annexe 8**

Section 5 : Dispositions d’exploitation				
Art 21	<p>Les opérations d’exploitation se font sous la surveillance, directe ou indirecte, d’une personne désignée par l’exploitant. Cette personne a une connaissance des dangers et inconvénients induits par l’exploitation de l’installation et par les produits stockés, et connaît les dispositions à mettre en oeuvre en cas d’incident.</p> <p>Les personnes étrangères à l’établissement n’ont pas l’accès libre aux installations.</p> <p>Une clôture de hauteur supérieure ou égale à 2 mètres est implantée autour de l’installation, sans préjudice du respect des dispositions de l’article 13 relatives à l’accessibilité des engins de secours.</p> <p>En dehors des heures où sont réalisées les opérations d’exploitation du stockage, une surveillance du stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place. Cette surveillance est permanente pour les stockages couverts fermés, notamment afin de transmettre l’alerte aux services d’incendie et de secours, d’assurer leur accueil sur place et de leur permettre l’accès à tous les lieux.</p>	<p>La conduite de l’installation et la sécurité incendie seront assurés par le responsable de site.</p> <p>Les dispositions prévues pour éviter l'accès des personnes extérieures aux installations sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une clôture sur la périphérie du terrain</li><li>- un portail d'accès maintenu fermé la nuit et le week-end.</li></ul> <p>Il n'est pas prévu de gardiennage et de surveillance électronique. Toutefois, les horaires d'activité de l'installation induiront une surveillance du site 7j/7 et 24h/24.</p>	C	
Art 22	<p>Dans les parties de l’installation recensées à l’article 8, les travaux de réparation ou d’aménagement ne peuvent être effectués qu’après élaboration d’un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la définition des phases d’activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li><li>- l’adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d’entretien ;</li><li>- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li><li>- l’organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d’urgence ;</li><li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l’organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li></ul> <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d’une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l’exploitant ou par une personne qu’il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l’exploitant et l’entreprise extérieure ou les personnes qu’ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l’élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l’installation présentant des risques d’incendie ou d’explosion, il est interdit d’apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l’objet d’un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l’exploitant ou son représentant avant la reprise de l’activité. Elle fait l’objet d’un enregistrement et est tenue à la disposition de l’inspection des installations classées.</p>	<p>Sans objet</p> <p>L’interdiction d’apporter du feu sera affichée sur le site.</p>	<p>SO</p> <p>C</p>	
Art 23	<p>L’exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l’incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d’extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	<p>Un programme de vérification périodique et de maintenance des équipements sera mis en place.</p> <p>Les installations concernées seront :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'installation électrique, les appareils de manutention et de levage, les portes automatiques,</li><li>- les équipements de sécurité : extincteurs, détection automatique d'incendie, portes coupe-feu, exutoires de fumées.</li></ul>	C	
Art 24	<p>I. Consignes d’exploitation générales :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l’interdiction d’apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l’interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d’incendie ou d’explosion ;</li><li>- l’interdiction de tout brûlage à l’air libre ;</li><li>- l’obligation d’établir un document ou dossier conforme aux dispositions prévues à l’article 22 pour les parties concernées de l’installation ;</li><li>- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l’emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>- les procédures d’arrêt d’urgence et de mise en sécurité de l’installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li></ul>	<p>Les consignes d’exploitation seront tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentées par le personnel et comporteront les informations contenues à cet article 24.</p>	C	

	<p>- les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 20 ;</p> <p>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</p> <p>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</p> <p>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</p> <p>II. Consignes supplémentaires pour les installations de stockage de produits susceptibles de dégager des poussières inflammables</p> <p>Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :</p> <p>- les modes opératoires ;</p> <p>- la fréquence de vérification des dispositifs de conduite des installations, de sécurité et de limitation et/ou traitement des pollutions et nuisances générées ;</p> <p>- le programme de maintenance ;</p> <p>- les dates de nettoyage, les volumes et surfaces à nettoyer, le personnel qui en a la charge, le matériel à utiliser, les modalités du contrôle et des vérifications de propreté ;</p> <p>- les conditions de conservation et de stockage des produits visés au présent II ;</p> <p>- les dispositions d'élimination des corps étrangers au sein de ces stockages.</p> <p>L'ensemble du personnel, y compris intérimaire, est formé à l'application des consignes du I et du II.</p>				
Art 25	<p>I. Stockages couverts (hors stockages visés au III) :</p> <p>Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage et d'éclairage ; cette distance respecte la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts.</p> <p>Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois des locaux de stockage. Cette distance peut être inférieure pour les stockages en rayonnage ou en paletier si elle est couverte par la qualification du dispositif d'extinction automatique.</p>	Sans objet (aire extérieure)	Cette distance d'1 m vis à-vis des éléments de structure des bâtiments (parois et toitures) sera prise en compte par l'exploitant dans l'organisation des stockages couverts.	Sans objet (aire extérieure)	C
	<p>Les matières stockées en masse ou en vrac forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>- la surface maximale des îlots au sol est de 500 mètres carrés ;</p> <p>- la hauteur maximale de stockage est de 8 mètres ;</p> <p>- la distance minimale entre deux îlots est de 2 mètres.</p>	Sans objet (aire extérieure)	<p><u>Bâtiment B2 :</u> Surface au sol : 440 m² (2 îlots) ; Hauteur de stockage : 3 m ;</p> <p><u>Bâtiment B6 :</u> Surface au sol : 3 îlots de 494 m² séparés de 2 m ; Hauteur de stockage : 3,7 m ;</p> <p><u>Bâtiment B7 :</u> Surface au sol : 335 m² (1 îlot) ; Hauteur de stockage : 3 m ;</p> <p><u>Bâtiment B8 – hall stockage biomasse :</u> Surface au sol : 100 m² (1 îlot) ; Hauteur de stockage : 3 m.</p>	Sans objet (aire extérieure)	C
	<p>Les matières stockées en rayonnage ou en paletier respectent les deux dispositions suivantes sauf si un système d'extinction automatique est présent :</p> <p>- la hauteur maximale de stockage est de 8 mètres ;</p> <p>- la distance minimale entre deux rayonnages ou deux paletiers est de 2 mètres.</p>	Sans objet	Sans objet	Sans objet	SO
	<p>La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (portes coupe-feu) n'est pas gênée par des obstacles.</p> <p>De plus, pour les matières dangereuses liquides au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 susvisé (à l'exception de celles uniquement corrosives, nocives ou irritantes), leur hauteur de stockage est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur et des moyens de prévention et de protection adaptés aux matières dangereuses liquides sont mis en place.</p>	Sans objet	La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (portes coupe-feu) ne sera pas gênée par des obstacles.Sans objet	Sans objet	C

	<p>II. Stockages extérieurs :</p> <p>Une distance minimum de 10 mètres par rapport aux parois des bâtiments ou de leur structure est respectée pour les produits en amont de la phase de deuxième transformation du bois. Elle est de 25 mètres dans les autres cas, ou supérieure à la valeur de la distance permettant de ne pas soumettre les bâtiments aux effets dominos au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 générés par les stockages extérieurs. Cette distance est déterminée en utilisant la méthode de calcul FLUMILOG référencée dans le I de l'article 5.</p> <p>Les stockages extérieurs, qu'ils soient en masse ou en vrac, forment des îlots qui respectent les dispositions du I pour les stockages couverts. Pour les produits en amont de la phase de deuxième transformation du bois, ces dispositions peuvent être adaptées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la surface maximale des îlots au sol est de 2 500 mètres carrés ;</li><li>- la hauteur maximale de stockage est de 6 mètres ;</li><li>- la distance entre deux îlots est de 10 mètres minimum. La distance entre deux îlots peut être inférieure lorsque les deux îlots sont séparés par une paroi présentant les propriétés REI 120 surplombant le plus haut des deux îlots d'au moins 2 mètres. Le stockage est éloigné d'au moins 1 mètre de cette paroi.</li></ul>	<p>Stockage des billons de bois issus de la première transformation du bois :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- surface de stockage : 1 660 m² (1 îlot) ;</li><li>- hauteur de stockage : 3,5 m ;</li><li>- distance de 10 m maintenue vis-à-vis des parois des bâtiments les plus proches.</li></ul>	Sans objet	<p>Stockage des granulés ensachés sur les aires extérieures G1 et G2:</p> <p><u>Aire de stockage G1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- surface de stockage : 2 îlots &lt; 500 m² ;</li><li>- hauteur de stockage : 3,7 m ;</li><li>- distance de 10 m maintenue vis-à-vis des parois des bâtiments les plus proches.</li></ul> <p><u>Aire de stockage G2 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- surface de stockage : 2 îlots &lt; 500 m² ;</li><li>- hauteur de stockage : 3,7 m ;</li><li>- distance de 10 m maintenue vis-à-vis des parois des bâtiments les plus proches.</li></ul>	C	
	<p>III. Stockage couvert de produits susceptibles de dégager des poussières inflammables :</p> <p>Le stockage couvert de produits susceptibles de dégager des poussières inflammables est réalisé au moyen de capacités unitaires n'excédant pas 2 000 mètres cubes chacune, éloignées entre elles d'une distance au moins égale à la hauteur des installations de stockage sans être inférieure à 10 mètres.</p> <p>L'exploitant s'assure que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une autoinflammation;</li><li>- la température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes adaptés et appropriés (sondes thermométriques ou caméras thermiques) ;</li><li>- les produits sont contrôlés en humidité avant stockage de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.</li></ul> <p>Les relevés de température et d'humidité font l'objet d'un enregistrement.</p>	Sans objet (pas de stockage de poussières inflammables)	Sans objet (pas de stockage de poussières inflammables)	Sans objet (pas de stockage de poussières inflammables)	SO	
	IV. Le stockage de bois traité chimiquement est interdit par voie humide (immersion ou aspersion).	Sans objet (pas de stockage de sous aspersion)	Sans objet (pas de stockage de sous aspersion)	Sans objet (pas de stockage de sous aspersion)	SO	
Chapitre III : Emissions dans l'eau						
Section 1 : Principes généraux						
Art 26	<p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Lorsque le rejet s'effectue dans une station d'épuration collective, l'exploitant dispose d'une autorisation du gestionnaire de la station précisant l'acceptation des effluents.</p>	<p>Les eaux pluviales seront rejetées dans un fossé rejoignant le bassin versant de la Neste s'écoulant à 2 km au Nord du site.</p> <p>Le milieu récepteur n'est pas une zone sensible en application de l'article R. 211-94 du Code de l'Environnement.</p>			C	<p>Voir pièce-jointe 10 - analyse du respect des objectifs du SDAGE et du SAGE.</p>
Section 2 : Prélèvements et consommation d'eau						
Art 27	<p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement sans toutefois dépasser 10 m³/jour.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p>	<p>L'alimentation en eau du site s'effectuera à partir du réseau public d'alimentation d'eau potable alimenté par les sources de Saint Paul (65) et d'Avezac (65) qui en sont pas situées en zone de répartition des eaux.</p> <p>La consommation maximale prévisionnelle demeurera inférieure à 10 m³ / jour.</p>			C C C	.
Art 28	<p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation</p> <p>En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p>	<p>Un raccordement au réseau public d'alimentation d'eau potable sera créé dans le cadre du projet et équipé d'un compteur volumétrique.</p> <p>Le raccordement au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine sera muni d'un dispositif de protection empêchant tout retour d'eau dans le réseau.</p> <p>Le site ne disposera d'aucun prélèvement dans un cours d'eau.</p>			C	



Art 34	Les rejets directs ou indirects d’effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	Sans objet - Pas de rejet vers les eaux souterraines			SO	
Section 4 : Valeurs limites d’émission						
Art 35	<p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>La dilution des effluents est interdite.</p> <p>Les eaux rejetées au milieu naturel respectent les conditions suivantes, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l’article L. 212-1 du code de l’environnement :</p> <p>- teneur en matières en suspension inférieure à 35 mg/l ;</p> <p>- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 125 mg/l ;</p> <p>- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l.</p> <p>Les eaux résiduaires respectent, de plus, les prescriptions suivantes :</p> <p>- effluent ne provoquant pas de coloration persistante du milieu récepteur et ne dégageant pas d’odeur ;</p> <p>- température inférieure à 30 °C ;</p> <p>- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</p> <p>- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 30 mg/l.</p> <p>Les valeurs limites ci-dessus s’appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.</p>	L’exploitant s’engage au respect des concentrations des polluants présents dans ses eaux rejetées indiquées à cet article 35.			C	
Section 5 : Traitement des effluents						
Art 36	L’épandage des boues, déchets, effluents et sous-produits est interdit.	Sans objet – il n’est pas prévu d’épandage dans le cadre du projet			SO	
Chapitre IV : Emissions dans l’air						
Art 37	<p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d’une impossibilité technique justifiée. Les effluents ainsi collectés sont rejetés à l’atmosphère, après traitement éventuel, dans des conditions permettant une bonne diffusion des rejets. Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l’atmosphère, sont confinés (réipients, silos, bâtiments fermés, etc.). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d’aspiration permettant de réduire les émissions dans l’atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d’aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont la prévention des risques d’incendie et d’explosion.</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l’exploitation sont mises en oeuvre.</p> <p>Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l’air libre, une humidification du stockage ou une pulvérisation d’additifs pour limiter les envols par temps sec est réalisée.</p>	Sans objet (aire de stockage de billons humides). Absence de matériaux pulvérulents.	Stockage vrac de matériaux humides dans le bâtiment B2 et les bâtiments B7 et B8 : Pas d’émission de poussières - absence de source d’émissions canalisées.	Sans objet (granulés ensachés). Absence de matériaux pulvérulents.	C	
Art 38	Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l’établissement ne soit pas à l’origine d’émission de gaz odorant susceptibles d’incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.	L’activité ne sera pas à l’origine d’émission de gaz odorant.			SO	
Chapitre V : Emissions dans les sols						
Art 39	Les rejets directs ou indirects dans les sols sont interdits.	Absence de rejet dans les sols.			C	
Chapitre VI : Bruit et vibration						



Art 40	I. Valeurs limites de bruit :			C	Voir rapport de mesure de bruit fourni en <b>Annexe 5</b>
	Les émissions sonores de l’installation ne sont pas à l’origine, dans les zones à émergence réglementée, d’une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :				
	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l’installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés			
	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)			
	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)			
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l’installation ne dépasse pas, lorsqu’elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.		Le site se trouve en zone réservée à l'implantation d'activités économiques. Le bruit résiduel provient du trafic routier sur les voies les plus proches et des activités industrielles environnantes. Une étude de bruit résiduel et simulation de la propagation sonore du site en fonctionnement a été réalisée et fournie de manière détaillée en <b>Annexe 5</b> . Les zones d'habitat les plus proches (hameaux formant les ZER) sont situées à plus de 300 m. Une caractérisation du bruit ambiant sera réalisée avant le démarrage des travaux du projet. En tout état de cause, l’exploitant s'engage à respecter les valeurs limites prescrites.			
II. Véhicules, engins de chantier :		Conformité des véhicules et engins de chantier utilisés.		C	
Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l’intérieur de l’installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.					
L’usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention et au signalement d’incidents graves ou d’accidents.					
III. Vibrations :		Sans objet		SO	
Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l’annexe I.					
IV. Surveillance par l’exploitant des émissions sonores :		Mise en place d'une campagne de mesures acoustiques triennale. Une première campagne de mesures sera réalisée dans les 6 mois après le démarrage de l'exploitation		C	
Une mesure du niveau de bruit et de l’émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié à tout moment sur demande de l’inspection. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l’arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l’installation sur une durée d’une demi-heure au moins.					
Chapitre VII : Déchets et sous produits					
Art 41	L’exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et dans l’exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets et sous-produits de son entreprise, notamment : - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; - trier, recycler, valoriser les déchets ; - s’assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ; - s’assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d’un entreposage dans des conditions prévenant les risques de pollution et d’accident.		L’exploitant veillera au respect de la bonne gestion (tri, entreposage, filières de recyclage et/ou traitement selon le type) de ces déchets produits sur le site.		C
Art 42	I. L’exploitant effectue à l’intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.  Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d’un lessivage par les eaux météoriques, d’une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l’environnement.  Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.  II.Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d’entreposage des déchets ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n’entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement				



	<p>ou par infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.</p> <p>III. La quantité entreposée sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite pour les déchets et la capacité produite en six mois pour les sous-produits ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de gestion sans pouvoir excéder un an. L'exploitant évalue cette quantité et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les résultats de cette évaluation accompagnés de ses justificatifs.</p>			
Art 43	<p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>		C	
Chapitre VIII : Exécution				
Art 44	<p>La directrice générale de la prévention des risques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.</p> <p>Fait le 11 septembre 2013.</p> <p>Pour le ministre et par délégation : La directrice générale de la prévention des risques, P. Blanc</p>	Sans objet	SO	

**Tableau 2 : Justification du respect des prescriptions applicables aux installations classées relevant de la rubrique 2260 au régime d’enregistrement**

Arrêté Ministériel du 22/10/2018 (Rubrique 2260 - Enregistrement)				
Article	Contenu	Justification fournie	Conformité	Observation
CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES				
Art. 5	<b>Implantation.</b> L'installation est implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de l'établissement.  L'installation ne se situe pas en dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	Les installations visées en rubrique ICPE 2260 sont situées à plus de 10 m des limites de propriétés	C	<i>Voir le plan de masse en Pièce-jointe n°03</i>
Art. 6	<b>Envol de poussières.</b> L'exploitant adopte les dispositions suivantes :  -les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;  - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;  - les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ;  - des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.	La configuration du site réduit les risques d'entraînement de poussières et boues par les véhicules vers l'extérieur.  L'ensemble des voiries du site sont déjà aménagées avec pour l'essentiel des surfaces bétonnées.  Aucun stockage de matériaux pulvérulents ne sera pratiqué en extérieur.  Les aires de déchargement / chargement de bois seront éloignées de l'entrée du site.  Des zones d'espaces verts sont conservées.	C	<i>Voir le plan de masse en Pièce-jointe n°03</i>
Art. 7	<b>Intégration paysagère.</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire l'esthétique du site. L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).	L'exploitant s'engage à maintenir le site propre.  Une attention particulière sera portée au nettoyage des abords des zones de réception et de chargement ainsi que des voies de circulation.  L'émissaire de rejet des eaux pluviales sera dégagé et convenablement entretenu.	C	
CHAPITRE II : PREVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS				
Section I : Généralités				
Art. 8	<b>Localisation des risques.</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.  L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.	La nature des risques associés aux différents stockages est présentée au chapitre 9.9 de la demande d’enregistrement.	C	<i>Voir la demande d’enregistrement – Note d’incidence sur l’environnement et les risques.</i>
Art. 9	<b>Etat des stocks de produits dangereux.</b>  L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.  L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.	L'exploitant s’engage à connaître la nature des risques des produits dangereux présents au sein de son établissement et à disposer des fiches de données sécurités au sein d’un registre tenus à jour et à disposition.	C	
Art. 10	<b>Propreté des locaux.</b>  Tous les locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.  La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  Le nettoyage est réalisé à l'aide d'appareils qui présentent toutes les garanties de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.  Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.	Tous les locaux seront régulièrement nettoyés et débarrassés des poussières à l’aide d’appareil conforme ATEX et de balais.  Mise en place de consignes de nettoyage adaptées au niveau d'empoussièrement. La fréquence des nettoyages sera définie par la direction afin de s’assurer du bon niveau de propreté du site.  L’enregistrement des dates de nettoyage sera formalisé dans le registre indiqué dans la procédure. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  Toutes les dispositions seront prises pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.	C	
Section II : Dispositions constructives				

Art. 11	<p><b>Comportement au feu.</b></p> <p>I. Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la structure est de résistance au feu R 30 ;</li><li>- les murs extérieurs sont de réaction au feu A2s1d0.</li></ul> <p>II. Le bâtiment abritant l'installation est installé à plus de 20 mètres des locaux occupés ou habités par des tiers. Cette distance minimale pourra ne pas être respectée si le bâtiment présente les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- murs et parois séparatifs REI 120 ;</li><li>- planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ;</li><li>- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120.</li></ul> <p>III. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>S'il existe une chaufferie, classable ou non, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet qui répond aux dispositions ci-dessus.</p>	<p>Les activités de broyage humide (B3) d'affinage (B4) et granulation (B5) sont situées dans des bâtiments. L'exploitant s'engage à respecter les dispositions constructives de ces bâtiments conformément aux dispositions du I°) Art. 11.</p> <p>L'ensemble des installations sont situées à plus de 20 m de locaux occupés ou habités par des tiers.</p> <p>Un PV des caractéristiques de résistance au feu sera fourni après réalisation des travaux.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	<p><i>Voir le plan de masse en Pièce-jointe n°03.</i></p>
Art. 12	<p><u>Accessibilité.</u></p> <p>I. Accessibilité au site :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</p>	<p>Le site disposera d'au moins un accès pour l'intervention des secours au niveau de l'entrée principale du site.</p> <p>Un parking sera aménagé sur le site, à proximité de l'entrée et en dehors des zones de circulation.</p> <p>L'exploitant mettra en place un plan d'intervention mis à disposition des services de secours, lequel comportera les locaux à risques avec indication des mentions de dangers et l'emplacement des moyens de lutte incendie</p> <p>Le site disposera d'une voie engin respectant les caractéristiques demandées.</p>	<p>C</p>	<p><i>Voir implantation de la voie engin sur le plan de masse du site en pièce-jointe n°03</i></p>
	<p>II. Voie « engins » :</p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li><li>- l'accès au bâtiment ;</li><li>- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;</li><li>- l'accès aux aires de stationnement des engins.</li></ul> <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li><li>- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;</li><li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li><li>- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li><li>- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.</li></ul> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Le positionnement de la voie « engins » est proposé par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement.</p>	<p>Une voie engin sera aménagée sur la périphérie de l'installation et respectera les caractéristiques de dimensionnement et portance définis au II de cet article 13.</p> <p>Cette voie sera délimitée par un marquage au sol. Tout point des installations se trouve à moins de 60 mètres de cette voie engins.</p>	<p>C</p>	<p><i>Voir implantation de la voie engin sur le plan de masse du site en pièce-jointe n°03</i></p>

<p>III. Aires de stationnement :</p> <p>III.1. Aires de mise en station des moyens aériens :</p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au II.</p> <p>Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.</p> <p>Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens.</p> <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li><li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li><li>- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;</li><li>- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;</li><li>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours.</li></ul> <p>Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm2.</li></ul>	<p>Une aire de mise en station des moyens aériens sera aménagée pour permettre aux engins de secours de stationner pour déployer leur moyens aériens. Au moins une façade des bâtiments (B3, B4 et B5) sera accessible depuis une aire de mise station des moyens aériens.</p> <p>Cette aire respectera les caractéristiques de dimensionnement et portance définis au III de cet article 12.</p>	C	<p><i>Voir implantation des aires de mise en station des moyens aériens sur le plan de masse du site en pièce-jointe n°03.</i></p>
<p>III.2. Aires de stationnement des engins :</p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au II. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;</li><li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li><li>- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;</li><li>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ;</li></ul> <p>si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</li></ul>	<p>Des aires de stationnement des engins conformes à la réglementation en vigueur seront aménagées et matérialisées devant les réserves incendie présentes sur le site.</p>	C	<p><i>Voir implantation des aires de stationnement sur le plan de masse du site en pièce-jointe n°03.</i></p>
<p>IV. Documents à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p>	<p>L'exploitant s'engage à tenir à disposition des services de secours les documents énumérés à l'article 12.</p>	C	

	<p>- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;</p> <p>- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.</p>			
Art. 13	<p><b>Désenfumage.</b></p> <p>Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <p>2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m2 ;</p> <p>A déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m2 sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation. Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton sont réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p>	<p>Seules les activités de broyage humide (B3) d’affinage (B4) et de granulation (B5) sont situés dans des bâtiments.</p> <p>L’exploitant s’engage à équiper ces bâtiments d’un DENFC respectant les dispositions de l’article 13.</p> <p>Amenées d'air frais provenant des portes extérieures des bâtiments.</p>	C	<p><i>Absence de la note de calcul de désenfumage</i></p>

Art. 14	<p><b>Prévention et moyens de lutte contre l'incendie.</b></p> <p>I. Dispositions générales :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <p>a) Au moins deux prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p> <p>b) Une ou des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p> <p>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.</p> <p>Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant une heure.</p> <p>L'exploitant dispose de la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>L'ensemble des moyens incendie est en mesure de fournir 120 m³ pendant une heure.</p>	<p>Moyen d'alerte des secours : ligne téléphonique externe + surveillance du site 7j/7 et 24h/24.</p> <p>Les besoins en eau incendie nécessaires à l'intervention des services de secours extérieurs pour l'ensemble de l'établissement ont été estimés à l'aide du document technique D9 = 360 m³/h.</p> <p>Ressource à créer pour répondre au besoin en eau calculé d'un volume total : réserve incendie (bâche souple) de 360m³ équipée d'une aire d'aspiration et reliée à 3 poteaux incendie capables de fournir un débit simultanné minimum de 60 m³/h.</p> <p>L'implantation des poteaux permettra de couvrir l'ensemble des installations du site dans un rayon de 100 mètres de ces poteaux.</p> <p>Le positionnement de ces réserves sera validé par le SDIS.</p> <p>L'établissement sera équipé d'un réseau d'extincteurs et de RIA conformes aux règles R4 et R5 de l'APSAD. Le nombre d'extincteurs sera adapté au risque des installations et à la surface des zones à protéger. L</p> <p>Les RIA seront positionnés à proximité des issues des stockages couverts. Un organisme agréé réalisera une vérification annuelle du matériel. Ces RIA et extincteurs seront positionnés sur le plan d'intervention.</p>	C	<p><i>Voir justification calcul D9 en Annexe 8</i></p> <p><i>Voir plan d'implantation des moyens de lutte incendie (réserve, poteaux) sur le plan de masse en pièce-jointe n°03.</i></p>
	<p>II. Dispositions particulières applicables aux sécheurs :</p> <p>Le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et des équipements et utilités essentiels dans la conduite des séchoirs est contrôlé périodiquement par l'exploitant conformément à une procédure spécifique, avec enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Tout écart par rapport aux conditions normales de marche des installations doit faire l'objet d'un signalement à l'opérateur, voire d'une mise en sécurité du séchoir par asservissement automatique. Les organes de sécurité associés à ces contrôles sont à sécurité positive : leur mauvais ou non fonctionnement est signalé par une alarme ou empêche le fonctionnement du séchoir.</p> <p>La mise en sécurité des séchoirs comporte au moins les opérations suivantes : arrêt des brûleurs, des ventilateurs, fermeture des volets d'extraction d'air. Des dispositifs d'obturation peuvent être implantés sur les entrées d'air pour éviter le développement d'un incendie (effet cheminée).</p>	<p>Le fonctionnement du séchoir fera l'objet d'une procédure spécifique affichée et mise à disposition du personnel. Cette procédure répondra notamment à ces dispositions.</p>	C	
Section III : Dispositif de prévention des accidents				
Art. 15	<p><b>Matériels utilisables en atmosphères explosibles.</b></p> <p>Dans les parties de l'installation visées à l'article 8 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</p> <p>Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits situés dans les ateliers sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont rendus aussi étanches que possible et équipés de dispositifs détectant tout incident de fonctionnement et déclenchant l'arrêt de l'installation (asservissement à la ventilation, bourrage, défaut moteur, etc.).</p> <p>Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p>	<p>Mise en place dans les zones concernées de matériels répondant aux normes ATEX de manière à respecter les dispositions de l'article 15.</p> <p>Mise à la terre des masses métalliques et conductrices.</p> <p>Absence de pénétration dans les zones concernées d'engins de manutention ou de stationnement de véhicules.</p> <p>Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits situés dans les ateliers sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont rendus aussi étanches que possible et équipés de dispositifs détectant tout incident de fonctionnement et déclenchant l'arrêt de l'installation (asservissement à la ventilation, bourrage, défaut moteur, etc.).</p>	C	

Art. 16	<p><b>Installations électriques, éclairage et chauffage.</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p>	<p>Les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées selon les normes en vigueur :</p> <p>Installation électrique basse tension = NF C15-100</p> <p>Installations électrique haute tension = NF C 13-100</p> <p>Des vérifications de conformité seront réalisées annuellement.</p>		
Art. 17	<p><b>Protection contre la foudre.</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p>	<p>Les équipements de protection contre la foudre des installations seront mis en place et opérationnels lors du démarrage de l'exploitation, tels que définis par l'étude technique foudre réalisée par BCM Foudre.</p>	C	<i>Voir analyse du risque foudre (ARF) et étude technique (ETF) en Annexe 6</i>
Art. 18	<p><b>Ventilation des locaux.</b></p> <p>En phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est éloigné des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz de combustion dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).</p>	<p>L'ensemble des machines installées dans les bâtiments (B3-broyage et B4-granulation) sont raccordés à un système de captation et de traitement de poussières afin d'éviter la formation d'atmosphère explosive.</p> <p>Les bâtiments seront par ailleurs correctement ventilés conformément à cette disposition.</p>	C	
Art. 19	<p><b>Events et parois soufflables.</b></p> <p>Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 8 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements ou parois soufflables disposé(s) de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion ou toute autre solution technique dont la démonstration de l'équivalence est jointe par l'exploitant à sa demande d'enregistrement. Cette disposition ne s'applique pas aux installations incluses dans un silo de stockage.</p>	<p>Les équipements de traitement de poussières seront équipés d'évents ou parois soufflables disposés de manière à ne pas être à l'origine de projection à hauteur d'homme.</p>	C	
<b>Section IV : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles</b>				
Art. 20	<p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Dans le cas d'une évacuation gravitaire, il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) peut être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p>	<p>Les produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol et stockés à l'intérieur des bâtiments de process seront disposés sur des rétention de capacité adaptées conformément à cette disposition de l'article 20.</p>	C	
<b>Section V : Dispositions d'exploitation</b>				

Art. 21	<p><b>Surveillance de l'installation et formation du personnel.</b></p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques de l'installation et aux questions de sécurité.</p> <p>Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (par exemple : clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).</p>	<p>La conduite de l'installation et la sécurité incendie seront assurés par le responsable de site.</p> <p>Les dispositions prévues pour éviter l'accès des personnes extérieures aux installations sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une clôture sur la périphérie du terrain ;</li><li>- un portail d'accès maintenu fermé la nuit et le week-end.</li></ul> <p>Il n'est pas prévu de gardiennage et de surveillance électronique. Toutefois, les horaires d'activité de l'installation induiront une surveillance du site 7j/7 et 24h/24.</p>	C	
Art. 22	<p><b>Travaux.</b></p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li><li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li><li>- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li><li>- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</li><li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li></ul> <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Sans objet.</p> <p>L'interdiction d'apporter du feu est bien comprise par le personnel, en accord avec les affichages en place sur le site.</p>	C	
Art. 23	<p><b>Vérification périodique et maintenance des équipements.</b></p> <p>I. Règles générales :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>II. Contrôle de l'outil de production :</p> <p>Les systèmes de sécurité intervenant dans les procédés de production (détections, asservissements, etc.) sont régulièrement contrôlés conformément aux préconisations du constructeur spécifiques à chacun de ces équipements. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	<p>Un programme de vérification périodique et de maintenance des équipements sera mis en place.</p> <p>Les installations concernées seront :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'installation électrique, les appareils de manutention et de levage, les portes automatiques,</li><li>- les équipements de sécurité : extincteurs, détection automatique d'incendie, portes coupe-feu, exutoires de fumées.</li></ul>	C	
Art. 24	<p><b>Consignes.</b></p> <p>I. Consignes générales de sécurité :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent la liste des contrôles à effectuer en marche normale, au démarrage, lors de nettoyages, de périodes de maintenance, en fonctionnement dégradé, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est interdit de fumer dans l'ensemble des installations.</p> <p>II. Dispositions relatives à la prévention des risques dans le cadre de l'exploitation :</p>	<p>Les consignes d'exploitation seront tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et comporteront les informations contenues à cet article 24.</p>	C	



	<p>La quantité de produits combustibles présente dans l'installation est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>Les éventuels rebuts de production sont évacués au fur et à mesure de leur production.</p> <p>L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions de stockage des produits (durée, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et de risques d'auto-échauffement.</p>			
<b>Chapitre III : Emissions dans l'eau</b>				
<b>Section I : Principes généraux</b>				
Art. 25	<p><b>Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu.</b></p> <p>Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ;</li><li>- suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).</li></ul> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>	<p>Les rejets de l'installation se limitent au rejet des eaux pluviales et des eaux usées sanitaires.</p> <p>Il n'y a aucun rejet d'eau de process.</p>	C	
<b>Section II : Prélèvements et consommation d'eau</b>				
Art. 26	<p><b>Dispositions générales applicables au prélèvement d'eau.</b></p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du Code de l'environnement.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p>	<p>L'alimentation en eau du site s'effectuera à partir du réseau public d'alimentation d'eau potable alimenté par les sources de Saint Paul (65) et d'Avezac (65) qui en sont pas situées en zone de répartition des eaux.</p> <p>La consommation maximale prévisionnelle demeurera inférieure à 10 m3 / jour.</p> <p>Pas de réfrigération en circuit ouvert.</p>	C	
Art. 27	<p>L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine est muni d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée.</p>	<p>Un compteur volumétrique sera mis en place par l'exploitant pour suivre la consommation d'eau sur le site.</p> <p>Au regard des débit, le dispositif de mesure totalisateur sera relevé mensuellement et enregistré dans un registre.</p> <p>Le raccordement au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine sera muni d'un dispositif de protection empêchant tout retour d'eau dans le réseau.</p>	C	
Art. 28	<p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux.</p> <p>Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214.18.</p>	<p>Aucun prélèvement dans un cours d'eau ne sera effectué.</p>		
<b>Section III : Collecte et rejet des effluents</b>				
Art. 29	<p><b>Collecte des effluents.</b></p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>	<p>Les seuls rejets d'effluents du site seront :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les eaux usées domestiques raccordées à un dispositif d'assainissement autonome (7 personnes travaillant sur le site avec un roulement en équipe),</li><li>- les eaux pluviales également rejetées après stockage et régulation dans un fossé rejoignant naturellement le milieu récepteur dont l'exutoire se situe dans la Neste, à environ 2 km au Nord.</li></ul> <p>Pas de rejet d'eau de process.</p>	C	
Art. 30	<p><b>Points de rejets et points de prélèvements pour les contrôles.</b></p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.</p>	<p>L'établissement disposera que d'un seul point de rejet vers le fossé en sortie du bassin de rétention.</p>	C	<p><i>Voir plan de masse en pièce-joite n°03.</i></p>

Art. 31	<b>Rejet des eaux pluviales.</b>  En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 35 avant rejet au milieu naturel.	L'exploitant s'engage au respect dispositions de l'art. 43 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.  La note de dimensionnement pour la gestion des eaux pluviales est fournie en Annexe 4.	C	Voir note de dimensionnement de la gestion des eaux pluviales en Annexe 4																																																																																																																																												
Art. 32	<b>Eaux souterraines.</b> Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	Sans objet - aucun rejet vers les eaux souterraines ne sera effectué.	SO																																																																																																																																													
Section IV : Valeurs limites d'émission																																																																																																																																																
Art. 33	<b>Généralités.</b> Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite.  Si l'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement l'absence de tout rejet d'eau lié au fonctionnement de l'installation, les dispositions des articles 34, 35, 36, 37, 38 et 53 ne lui sont pas applicables.	Les rejets de l'installation se limitent au rejet des eaux pluviales et des eaux usées. Il n'y a aucun rejet d'eau de process.  Les articles suivants ne sont donc pas applicables.	C																																																																																																																																													
Art. 34	<b>Conditions de rejet dans l'eau.</b>  L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.  La température des effluents rejetés est inférieure à 30°C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés n'est pas supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50°C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Leur pH est compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.  La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange ne dépasse pas 100 mg Pt/l.  Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas (cette disposition ne s'applique pas aux eaux marines des départements d'outre-mer) :  - une élévation de température supérieure à 1,5°C pour les eaux salmonicoles, à 3°C pour les eaux cyprinicoles et de 2°C pour les eaux conchylicoles ;  - une température supérieure à 21,5°C pour les eaux salmonicoles, à 28°C pour les eaux cyprinicoles et à 25°C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;  - un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6/9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5/8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7/9 pour les eaux conchylicoles ;  - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchylicoles.	/	NA																																																																																																																																													
Art. 35	<b>VLE pour rejet dans le milieu naturel.</b>  I. Sans préjudice des dispositions de l'article 25, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.  Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement. Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2e alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié. <table><tr><td colspan="10"><b>1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO<sub>5</sub>)</b></td></tr><tr><td>Matières</td><td>en</td><td>suspension</td><td>(Code</td><td>SANDRE</td><td>:</td><td>1305)</td><td colspan="3"></td></tr><tr><td>100</td><td>mg/l</td><td>si flux journalier maximal inférieur ou égal à</td><td>15</td><td>kg/j,</td><td>35</td><td>mg/l</td><td>au-delà</td><td>;</td><td></td></tr><tr><td colspan="10">150 mg/l dans le cas d'une épuration par lagunage</td></tr><tr><td>DBO<sub>5</sub></td><td>(sur</td><td>effluent</td><td>non</td><td>décanté)(Code</td><td>SANDRE</td><td>:</td><td>1313)</td><td colspan="2"></td></tr><tr><td colspan="10">100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 30 mg/l au-delà</td></tr><tr><td>DCO</td><td>(sur</td><td>effluent</td><td>non</td><td>décanté)</td><td>(Code</td><td>SANDRE</td><td>:</td><td>1314)</td><td></td></tr><tr><td>300</td><td>mg/l</td><td>si flux journalier maximal inférieur ou égal à</td><td>50</td><td>kg/j,</td><td>125</td><td>mg/l</td><td>au-delà</td><td></td><td></td></tr><tr><td colspan="10">Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO<sub>5</sub> et les MES</td></tr><tr><td colspan="10"><b>2. Azote et phosphore</b></td></tr><tr><td>Azote</td><td>global</td><td>comprenant</td><td>l'azote</td><td>organique,</td><td>l'azote</td><td>ammoniacal,</td><td>l'azote</td><td>oxydé</td><td>: (Code SANDRE : 1551)</td></tr><tr><td>30</td><td>mg/l</td><td>en</td><td>concentration</td><td>moyenne</td><td>mensuelle</td><td>si flux journalier maximal</td><td>supérieur</td><td>ou égal à</td><td>50 kg/j</td></tr><tr><td>15</td><td>mg/l</td><td>en</td><td>concentration</td><td>moyenne</td><td>mensuelle</td><td>si flux journalier maximal</td><td>supérieur</td><td>ou égal à</td><td>150 kg/j</td></tr><tr><td>10</td><td>mg/l</td><td>en</td><td>concentration</td><td>moyenne</td><td>mensuelle</td><td>si flux journalier maximal</td><td>supérieur</td><td>ou égal à</td><td>300 kg/j</td></tr></table>	<b>1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO<sub>5</sub>)</b>										Matières	en	suspension	(Code	SANDRE	:	1305)				100	mg/l	si flux journalier maximal inférieur ou égal à	15	kg/j,	35	mg/l	au-delà	;		150 mg/l dans le cas d'une épuration par lagunage										DBO <sub>5</sub>	(sur	effluent	non	décanté)(Code	SANDRE	:	1313)			100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 30 mg/l au-delà										DCO	(sur	effluent	non	décanté)	(Code	SANDRE	:	1314)		300	mg/l	si flux journalier maximal inférieur ou égal à	50	kg/j,	125	mg/l	au-delà			Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO <sub>5</sub> et les MES										<b>2. Azote et phosphore</b>										Azote	global	comprenant	l'azote	organique,	l'azote	ammoniacal,	l'azote	oxydé	: (Code SANDRE : 1551)	30	mg/l	en	concentration	moyenne	mensuelle	si flux journalier maximal	supérieur	ou égal à	50 kg/j	15	mg/l	en	concentration	moyenne	mensuelle	si flux journalier maximal	supérieur	ou égal à	150 kg/j	10	mg/l	en	concentration	moyenne	mensuelle	si flux journalier maximal	supérieur	ou égal à	300 kg/j	/	NA	
<b>1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO<sub>5</sub>)</b>																																																																																																																																																
Matières	en	suspension	(Code	SANDRE	:	1305)																																																																																																																																										
100	mg/l	si flux journalier maximal inférieur ou égal à	15	kg/j,	35	mg/l	au-delà	;																																																																																																																																								
150 mg/l dans le cas d'une épuration par lagunage																																																																																																																																																
DBO <sub>5</sub>	(sur	effluent	non	décanté)(Code	SANDRE	:	1313)																																																																																																																																									
100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 30 mg/l au-delà																																																																																																																																																
DCO	(sur	effluent	non	décanté)	(Code	SANDRE	:	1314)																																																																																																																																								
300	mg/l	si flux journalier maximal inférieur ou égal à	50	kg/j,	125	mg/l	au-delà																																																																																																																																									
Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO <sub>5</sub> et les MES																																																																																																																																																
<b>2. Azote et phosphore</b>																																																																																																																																																
Azote	global	comprenant	l'azote	organique,	l'azote	ammoniacal,	l'azote	oxydé	: (Code SANDRE : 1551)																																																																																																																																							
30	mg/l	en	concentration	moyenne	mensuelle	si flux journalier maximal	supérieur	ou égal à	50 kg/j																																																																																																																																							
15	mg/l	en	concentration	moyenne	mensuelle	si flux journalier maximal	supérieur	ou égal à	150 kg/j																																																																																																																																							
10	mg/l	en	concentration	moyenne	mensuelle	si flux journalier maximal	supérieur	ou égal à	300 kg/j																																																																																																																																							

Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.				
Phosphore (phosphore total) (Code SANDRE : 1350) 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 80 kg/j Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.				
3. Substances spécifiques du secteur d'activité				
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1 mg/L	si le rejet dépasse 5 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,15 mg/L	si le rejet dépasse 5 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,1 mg/L	si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/L	si le rejet dépasse 20 g/j
4. Autres paramètres globaux				
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
SEH (en cas de rejets susceptibles de contenir de la graisse)		7464	300 mg/L	
Trichlorométhane (chloroforme)		1135	100 µg/L	flux journalier maximal supérieur ou égal à 2 g/j
Indices phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/L	
Cyanures libres (en CN <sup>-</sup> )	57-12-5	1084	0,1 mg/L	
Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1394	1 mg/L	
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	-	7714	5 mg/L	
Etain et ses composés	7440-31-5	1380	2 mg/L	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (1)	-	1106 (AOX) 1760 (AOX)	1 mg/L	
Hydrocarbures totaux	-	70009	10 mg/L	
5. Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau				
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
Substances de l'état chimique				
Cadium et ses composés (*) (en Cd)	7440-43-9	1388	25 µg/L	
Fluoranthène	206-44-0	1191	50 µg/L	si le rejet dépasse 2 g/j
Naphtalène	91-20-3	1517	130 µg/L	si le rejet dépasse 1 g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	50 µg/L	si le rejet dépasse 2 g/j
Nonylphénols (*)	84-852-15-3	1958	25 µg/L	
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	1276	25 µg/L	si le rejet dépasse 1 g/j
Autres substances de l'état chimique				
Dioxines et composés de dioxines (*) dont certains PCDD et PCB-DF	-	7707	25 µg/L	
Di (2-éthylhexyl) phtalate (DEHP) (*)	117-81-7	6616	25 µg/L	
Acide perfluoroctanesulfonique et ses dérivés (*) (PFOS)	45298-90-6	6516	25 µg/L	
Quinoxylène (*)	124495-18-7	2028	25 µg/L	
Acélonifène	74070-46-5	1688	25 µg/L	si le rejet dépasse 1 g/j

	Bifénox	42576-02-3	1119	25 µg/L	si le rejet dépasse 1 g/j		
	Cybutryne	28159-98-0	1935	25 µg/L	si le rejet dépasse 1 g/j		
	Cyperméthrine	52315-07-8	1140	25 µg/L	si le rejet dépasse 1 g/j		
	Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	3194-55-6	7128	25 µg/L			
	Heptachlore (*) et époxyde d'heptachlore (*)	76-44-8/1024-57-3	7706	25 µg/L			
	Polluants spécifiques de l'état écologique						
	Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/L	si le rejet dépasse 0,5 g/j		
	Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	-	-	NQE 25 µg/L	si le rejet dépasse 1g/j et dans le cas où la NQE est supérieure à 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j et dans le cas où la NQE est inférieure à 25 µg/l		
	(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.						
	II. Les substances dangereuses marquées d'une* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.						
Art. 36	<b>Raccordement à une station d'épuration.</b> En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.				/	NA	
Art. 37	<b>Dispositions communes au VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration.</b> Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Dans le cas où une auto-surveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.				/	NA	
Section V : Traitement des effluents							
Art. 38	<b>Installations de traitement.</b>  Les installations de traitement en cas de rejet direct dans le milieu naturel et les installations de prétraitement en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.  Les installations de traitement et/ou de prétraitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement.  Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.  Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de pré-traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.				/	NA	
Chapitre IV : Emissions dans l'air							
Section I : Généralités							
Art. 39	Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.  Les stockages de produits pulvérulents ou volatils, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (réipients, silos, bâtiments fermés, etc.).  Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.  Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont permis.				Les installations susceptibles d'émettre des poussières (broyeur humide à l'intérieur du B3, broyeur-affineur à l'intérieur du B4) seront raccordées à un système de captation et de traitement des poussières avant rejet à l'atmosphère.  Les modalités de stockages des matières sont décrites dans la pièce « demande d'enregistrement » à laquelle il convient de se référer.	C	

Section II : Rejets à l'atmosphère				
Art. 40	<p><b>Points de rejets.</b></p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.</p> <p>Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de conduits d'évacuation pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>	Ces points de rejets sont précisés sur le plan de masse du site.	C	<i>Voir plan de masse du site en pièce-jointe n°03</i>
Art. 41	<p><b>Points de mesures.</b></p> <p>Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.</p>	Sans objet	C	
Art. 42	<p><b>Hauteur de cheminée.</b></p> <p>La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur respecte les dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 24 avril 2017 susvisé.</p>	<p>L'exploitant s'engage à respecter au moment de la construction, la hauteur réglementaire des cheminées de rejet des dépoussiéreurs tel que requis à l'article 42 « hauteur de la cheminée ».</p> <p>Point de rejet n°1 correspondant au cyclone du broyage humide des plaquettes de bois.</p> <p>Point de rejet n°2 correspondant au cyclone du broyeur affineur des microplaquettes sèches.</p> <p>Point de rejet n°3 correspondant au cyclofiltre du refroidisseur à contre-courant des granulés, permettant de filtrer l'air en passant par un flux des granulés de bois en sortie presse.</p>	C	
Section III : Valeurs limites d'émission				
Art. 43	<p><b>Généralités.</b></p> <p>Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.</p> <p>Si plusieurs points de rejets ont les mêmes caractéristiques (équipement raccordé, traitement réalisé, flux, etc., une mesure pourra être réalisé sur un seul des points de rejet. La justification technique correspondante est jointe au dossier d'enregistrement.</p>	Sans objet	C	
Art. 44	<p><b>Débit et mesures.</b></p> <p>Les débits et concentrations en polluants sont exprimés en gramme(s) ou milligrammes(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.</p> <p>Pour les valeurs limites d'émission fixées au II. de l'article 45, le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et à la teneur réelle en oxygène.</p> <p>Pour les valeurs limites d'émission fixées au III. de l'article 45, le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) sur gaz humide. La teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé. L'exploitant peut justifier la teneur réelle en oxygène mesurée sauf dans le cas du séchage des pulpes de betteraves où le taux d'oxygène est fixé forfaitairement à 16 %.</p>	Sans objet	C	
Art. 45	<p><b>Valeur limite d'émission.</b></p> <p>I. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission.</p>	Sans objet	C	

	<div>II. Dispositions générales hors installations de séchage par contact direct :</div> <div>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.</div> <table><tr><td>Polluant</td><td>Valeur limite d'émission</td></tr><tr><td colspan="2">Poussières totales :</td></tr><tr><td>Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h</td><td>40 mg/m³</td></tr><tr><td>Flux horaire est supérieur à 1 kg/h</td><td>100 mg/m³</td></tr></table> <div>Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice des dispositions éventuellement plus contraignantes imposées par arrêté préfectoral aux installations existantes.</div>	Polluant	Valeur limite d'émission	Poussières totales :		Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h	40 mg/m³	Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	100 mg/m³	<div>L'exploitant s'engage au respect des valeurs limites de rejet de ses installations fixées au II de l'article 45.</div>	C						
Polluant	Valeur limite d'émission																
Poussières totales :																	
Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h	40 mg/m³																
Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	100 mg/m³																
	<div>III. Dispositions particulières applicables aux installations de séchage par contact direct :</div> <div>Les valeurs limites d'émission reprises ci-dessous ne sont applicables qu'aux installations d'une puissance supérieure à 1 MW.</div> <div>Pour les oxydes d'azote, les oxydes de soufre et les métaux :</div> <div>Pour les installations de plus de 1 MW mais moins de 50 MW, l'installation respecte les valeurs limites d'émission applicables aux générateurs de chaleur directe (NOx et métaux) ou aux installations de combustion (SOx) telles que définies par les arrêtés relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la rubrique 2910 selon la puissance de l'installation.</div> <div>Pour les installations de plus de 50 MW, les teneurs en oxyde d'azote, oxyde de soufre et en métaux respectent les valeurs limites d'émission applicables aux installations de combustion telles que définies par les arrêtés relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la rubrique 3110.</div> <div>Pour les COVNM et les poussières, les valeurs limites sont les suivantes :</div> <table><tr><td>Paramètre suivi</td><td>Valeur limite d'émission (mg/ Nm³)</td></tr><tr><td colspan="2">Pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>pour les installations entre 1 et 50 MW : 200 pour les installations supérieures 50 MW : -180 (dès l'entrée en vigueur du présent arrêté -150 (au 1er janvier 2030)</td></tr><tr><td>COVNM issus de la combustion exprimé en carbone total (*)</td><td>110 (applicable au 1er janvier 2023 pour les installations supérieures à 50 MW et au 1er janvier 2025 pour les autres installations)</td></tr><tr><td colspan="2">Pour les installations nouvelles</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>150</td></tr><tr><td>COVNM issus de la combustion exprimés en carbone total (*)</td><td>110</td></tr></table> <div>(*) : la teneur en COVNM mesurée pourra être dépassée si l'exploitant justifie par une étude sectorielle ou tout autre moyen que le dépassement n'est pas lié au combustible mais au séchage du produit.</div> <div>Pour l'ensemble des VLE, les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice des dispositions éventuellement plus contraignantes imposées par arrêté préfectoral aux installations existantes.</div>	Paramètre suivi	Valeur limite d'émission (mg/ Nm³)	Pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté		Poussières	pour les installations entre 1 et 50 MW : 200 pour les installations supérieures 50 MW : -180 (dès l'entrée en vigueur du présent arrêté -150 (au 1er janvier 2030)	COVNM issus de la combustion exprimé en carbone total (*)	110 (applicable au 1er janvier 2023 pour les installations supérieures à 50 MW et au 1er janvier 2025 pour les autres installations)	Pour les installations nouvelles		Poussières	150	COVNM issus de la combustion exprimés en carbone total (*)	110	<div>Sans objet</div>	NA
Paramètre suivi	Valeur limite d'émission (mg/ Nm³)																
Pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté																	
Poussières	pour les installations entre 1 et 50 MW : 200 pour les installations supérieures 50 MW : -180 (dès l'entrée en vigueur du présent arrêté -150 (au 1er janvier 2030)																
COVNM issus de la combustion exprimé en carbone total (*)	110 (applicable au 1er janvier 2023 pour les installations supérieures à 50 MW et au 1er janvier 2025 pour les autres installations)																
Pour les installations nouvelles																	
Poussières	150																
COVNM issus de la combustion exprimés en carbone total (*)	110																
Art. 46	<div>Odeurs.</div> <div>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.).</div>	<div>Les émissions atmosphériques provenant de l'installation sont principalement des émissions chargées en poussières.</div>	C														
Chapitre V : Emissions dans les sols																	
Art. 47	<div>Hors épandage défini à l'article 50, les rejets directs dans les sols sont interdits.</div>	<div>Aucun rejet direct dans le sol ne sera effectué.</div>	C														
Chapitre VI : Bruit et vibration																	

Art. 48	I. Valeurs limites de bruit :		Le site se trouve en zone réservée à l'implantation d'activités économiques.	C	Voir rapport de mesure de bruit fourni en Annexe 5								
	Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :		Le bruit résiduel provient du trafic routier sur les voies les plus proches et des activités industrielles environnantes.										
	<table><tr><td>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</td><td>Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</td><td>Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</td></tr><tr><td>supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr><tr><td>supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr></table>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés		supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)	Une étude de bruit résiduel et simulation de la propagation sonore du site en fonctionnement a été réalisée et fournie de manière détaillée en Annexe X.	
	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés										
	supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)										
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)											
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.		Les zones d'habitat les plus proches (hameaux formant les ZER) sont situées à plus de 300 m.											
Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.		Une caractérisation du bruit ambiant sera réalisée avant le démarrage des travaux du projet.											
			En tout état de cause, l’exploitant s'engage à respecter les valeurs limites prescrites										
II. Véhicules - engins de chantier :			Conformité des véhicules et engins de chantier utilisés.	C									
Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.													
L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.													
III. Vibrations :			Sans objet	C									
Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe I de l'arrêté du 24 avril 2017 susvisé.													
IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores :			Mise en place d'une campagne de mesures acoustiques triennale.	C									
Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.			Une première campagne de mesures sera réalisée dans les 6 mois après le démarrage de l'exploitation.										
Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant, par un organisme qualifié à la demande de l'inspection des installations classées.													
Chapitre VII : Déchets													
Art. 49	<b>Généralités.</b> Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée.  La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à six mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.  Lorsque la quantité de déchets produite dépasse le seuil défini à l'article D. 543-280 du Code de l'environnement, le tri et la valorisation prévus aux articles D. 543-281 et suivants de ce même code sont mis en place.  L'exploitant conserve pendant 10 ans l'attestation prévue à l'article D. 543-284 de ce même code ou la preuve de la valorisation de ces déchets par lui-même ou par une installation de valorisation à laquelle il a confié directement ses déchets.  Les déchets dangereux font l'objet d'un bordereau de suivi qui est conservé pendant 10 ans.  Le brûlage des déchets liquides, solides et gazeux est interdit sur le site.		L’exploitant veillera au respect de la bonne gestion (tri, entreposage, filières de recyclage et/ou traitement selon le type) de ces déchets produits sur le site.	C									
Art. 50	<b>Dispositions techniques applicables à l'épandage.</b>  L'épandage de déchets ou d'effluents est autorisé sous réserve du respect des dispositions de l'annexe III de l'arrêté du 24 avril 2017 susvisé.		Aucun épandage ne sera effectué.	NA									
Chapitre VIII : Surveillance des émissions													



Section I : Généralités																											
Art. 51	<p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 52 à 53. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les dispositions des alinéas II et III de <i>l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié</i> s'appliquent.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.</p>	L’exploitant s’engage à effectuer une campagne de mesures triennale de ces rejets de poussières.	C																								
Section II : Emissions dans l'air																											
Art. 52	<p>I. Dispositions générales hors installations de séchage par contact direct :</p> <p>Une mesure de poussières totales est effectuée par un organisme agréé au minimum un an après la mise en service de l'installation, puis tous les trois ans.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>De plus, lorsque les rejets à l'atmosphère dépassent au moins l'un des seuils ci-dessous, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 46, le prélèvement et la mesure pour le paramètre concerné conformément aux dispositions ci-après.</p> <p>Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.</p> <table><tr><td colspan="2">1° Poussières totales</td></tr><tr><td>Flux horaire supérieur à 50 kg/h</td><td>Mesure en permanence par une méthode gravimétrique</td></tr><tr><td>Flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h</td><td>Evaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets (opacimètre, autre)</td></tr></table>	1° Poussières totales		Flux horaire supérieur à 50 kg/h	Mesure en permanence par une méthode gravimétrique	Flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h	Evaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets (opacimètre, autre)	Sans objet	C																		
	1° Poussières totales																										
Flux horaire supérieur à 50 kg/h	Mesure en permanence par une méthode gravimétrique																										
Flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h	Evaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets (opacimètre, autre)																										
	<p>II. Dispositions particulières applicables aux installations de séchage par contact direct : Le suivi des émissions dans l'air est réalisé conformément aux fréquences et conditions définies ci-dessous.</p> <table><tr><td>Polluant</td><td>Puissance de 1 à 5 MW</td><td>Puissance supérieure à 5 et inférieure ou égale à 20 MW</td><td>Puissance supérieure à 20MW et, indépendamment de la puissance, en cas d'utilisation d'un combustible visé par la rubrique 2910 B</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>Triennal</td><td>Biennal</td><td>Semestriel (trimestriel pour les installations multi-produits)</td></tr><tr><td>Nox</td><td>Triennal</td><td>Biennal</td><td>Semestriel</td></tr><tr><td>SO<sub>2</sub> (1)</td><td>Triennal</td><td>Biennal</td><td>Semestriel</td></tr><tr><td>COV</td><td>Première mesure</td><td>Biennal</td><td>Annuel</td></tr><tr><td>Métaux</td><td></td><td></td><td>Annuel</td></tr></table> <p>(1) les installations fonctionnant exclusivement au gaz naturel sont exemptées du suivi.</p> <p>La teneur en oxygène et la température sont suivies en continu.</p> <p>Pour les différents polluants, les dispositions éventuellement plus contraignantes imposées par arrêté préfectoral aux installations existantes demeurent applicables.</p> <p>Pour les installations de combustion utilisant de la biomasse ou d'autres combustibles liquides ou gazeux, si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO2 ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites, les installations concernées sont exemptées du suivi.</p>	Polluant	Puissance de 1 à 5 MW	Puissance supérieure à 5 et inférieure ou égale à 20 MW	Puissance supérieure à 20MW et, indépendamment de la puissance, en cas d'utilisation d'un combustible visé par la rubrique 2910 B	Poussières	Triennal	Biennal	Semestriel (trimestriel pour les installations multi-produits)	Nox	Triennal	Biennal	Semestriel	SO <sub>2</sub> (1)	Triennal	Biennal	Semestriel	COV	Première mesure	Biennal	Annuel	Métaux			Annuel	Sans objet	NA
Polluant	Puissance de 1 à 5 MW	Puissance supérieure à 5 et inférieure ou égale à 20 MW	Puissance supérieure à 20MW et, indépendamment de la puissance, en cas d'utilisation d'un combustible visé par la rubrique 2910 B																								
Poussières	Triennal	Biennal	Semestriel (trimestriel pour les installations multi-produits)																								
Nox	Triennal	Biennal	Semestriel																								
SO <sub>2</sub> (1)	Triennal	Biennal	Semestriel																								
COV	Première mesure	Biennal	Annuel																								
Métaux			Annuel																								
Section III : Emissions dans l'eau																											
Art. 53	<p>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre heures :</p> <table><tr><td>Débit</td><td>Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j</td></tr><tr><td>Température</td><td>Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j</td></tr><tr><td>pH</td><td>Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j</td></tr></table>	Débit	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j	Température	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j	pH	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j	Sans objet – aucun effluent de process rejeté.	NA																		
Débit	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j																										
Température	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j																										
pH	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j																										



	DCO (sur effluent non décanté)	Semestriellement pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel				
	Matières en suspension	Semestriellement pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel				
	DBO <sub>5</sub> (*) (sur effluent non décanté)	Semestriellement pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel				
	Azote global	Semestriellement pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel				
	Phosphore total	Semestriellement pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel				
	Chrome et composés (en Cr)	Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel				
	Cuivre et composés (en Cr)	Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel				
	Nickel et composés (en Ni)	Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel				
	Zinc et composés (en Zn)	Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel				
	Autre substance dangereuse visée à l'article 36-5	Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel				
<p>(*) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.</p> <p>Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.</p> <p>Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.</p>						
Chapitre IX : Disposition particulière						
Art. 54	Les dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5, 7, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 de l'arrêté du 18 février 2010 susvisé sont applicables aux installations existantes.			Sans objet – installation nouvelle	SO	
Chapitre X : Exécution						
Art. 55	Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.			Sans objet	SO	

Tableau 3 : Justification du respect des prescriptions applicables aux installations classées relevant de la rubrique 2910 au régime de déclaration

Arrêté Ministériel du 03/08/2018 (Rubrique 2910-1 - Déclaration)				
Article	Contenu	Justification fournie	Conformité	Observations
1.	Dispositions générales			
1.1	<p><b>1.1.1. Conformité de l'installation à la déclaration</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.</p> <p><b>1.1.2. Contrôle périodique</b> L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle ". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ". Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>	Pour rappel (Sans objet)	C	
1.2	<p><b>Contenu de la déclaration</b> La déclaration précise les mesures prises relatives aux conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduaires et des émanations de toutes natures ainsi que d'élimination des déchets et résidus en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p>	Pour rappel (Sans objet).	C	
1.3	<p><b>Dossier installations classées</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les plans de l'installation tenus à jour ;</li><li>- la preuve du dépôt de déclaration et les prescriptions générales ;</li><li>- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ;</li><li>- les résultats des mesures sur les effluents gazeux et liquides et le bruit, les rapports des visites et un relevé de tout dysfonctionnement ou toute panne du dispositif antipollution secondaire, sur une période d'au moins six ans ;</li></ul> <p>un relevé des mesures prises en cas de non-respect des valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les documents prévus aux points 1.1.2, 2.7, 2.16, 3.5, 3.6, 3.7, 3.8, 4.1, 4.2, 4.5, 4.6, 5.1.2, 5.9 et 7.5;</li><li>- un relevé du nombre d'heures d'exploitation par an de l'installation sur une période d'au moins six ans ;</li><li>- l'engagement de l'exploitant à faire fonctionner son ou ses appareils de combustion moins de 500 heures par an, si pertinent ;</li><li>- le détail du calcul de la hauteur de cheminée.</li></ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- présence de la preuve de dépôt de la déclaration ;</li><li>- vérification de la puissance thermique nominale de l'ensemble des installations de combustion au regard de la puissance thermique nominale totale déclarée ;</li><li>- vérification que la puissance thermique nominale est inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement (le non-respect de ce point relève d'une <b>non-conformité majeure</b>) ;</li><li>- présence des prescriptions générales ;</li><li>- présentation des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation, s'il y en a ;</li><li>- présence de plans tenus à jour ;</li><li>- présence du nombre d'heures d'exploitation par an ;</li><li>- vérification que le nombre d'heures d'exploitation par an est inférieur à 500 heures pour les appareils de combustion pour lesquels l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an (le non-respect de ce point relève d'une <b>non-conformité majeure</b>).</li></ul>	Pour rappel (Sans objet).	C	
1.4	<p><b>Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale</b> Les dispositions des points 2.3, 2.5, 3.9, 5.2 (deuxième alinéa), 5.9, 5.10 (deuxième alinéa), 6.2.2 A et B, 6.2.3, 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6, 6.3, 6.4, 8.3 et 8.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci, et pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.</p>	Pour rappel (Sans objet).	C	

1.5	<b>Installations exploitées dans les zones non-interconnectées</b> Les dispositions du point 6 de la présente annexe s'appliquent aux moteurs existants exploités dans les zones non-interconnectées à compter du 1er janvier 2030.	Pour rappel (Sans objet).	C	
1.6	Modification d'une installation déclarée avant le 1er janvier 1998 ou d'une installation de puissance thermique nominale totale inférieure ou égale à 2 MW au 19 décembre 2018 mise en service avant le 20 décembre 2018 Les dispositions des points 2.1 à 2.5, 2.6 (3e alinéa), 2.11 et 2.15 de la présente annexe ne s'appliquent pas en cas de remplacement d'appareils de combustion ou de modification si elles concernent des dispositions constructives.	Pour rappel (Sans objet).	C	
1.7	Installation nouvelle dont la puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 2 MW ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire avant le 20 décembre 2018. Les dispositions des points 2.1 à 2.5, 2.6 (3e alinéa), 2.11 et 2.15 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux installations nouvelles dont la puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 2 MW ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire avant le 20 décembre 2018 si elles concernent des dispositions constructives.	Pour rappel (Sans objet).	C	
2.	<b>Implantation-aménagement</b>			
2.1	<b>Règles d'implantation</b> Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des appareils satisfait aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, les appareils eux-mêmes) : - 10 mètres des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1re, 2e, 3e et 4e catégories, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation ; - 10 mètres des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables, y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation.  A défaut de satisfaire à cette obligation d'éloignement lors de la mise en service des appareils de combustion, les locaux abritant l'installation respectent les dispositions du deuxième alinéa du point justifiée par l'exploitant, dans un local uniquement réservé à cet usage et répondant aux règles d'implantation ci-dessus. Lorsque les appareils de combustion sont placés en extérieur, des capotages, ou tout autre moyen équivalent, sont prévus pour résister aux intempéries.  Objet du contrôle : - distance entre les appareils de combustion et les limites de propriétés ; - distance entre les appareils de combustion et des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables ou justificatif des caractéristiques de comportement au feu ; - implantation des appareils de combustion destinés à la production d'énergie dans un local réservé à cet usage ; - existence d'un capotage ou équivalent pour les appareils de combustion placés en extérieur.	La chaudière biomasse sera implantée dans un local dédié, géographiquement indépendant des bâtiments et installations de production et de stockage, et à plus de 10 mètres de la plus proche limite de site.  La chaufferie sera mitoyenne côté Ouest du hall de stockage et d'alimentation de combustible et séparé de celui-ci par un mur séparatif REI 120.	C	
2.2	<b>Intégration dans le paysage</b> L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...).	Les voies de circulation et les aires de stationnement du site sont revêtues d'un enrobé et régulièrement nettoyées. Les surfaces libres sont végétalisées ou engazonnées et régulièrement entretenues. Toutes les dispositions seront prises pour maintenir le site en bon état de propreté.	C	
2.3	<b>Interdiction d'activités au-dessus des installations</b> Les installations ne sont pas surmontées de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques. Elles ne sont pas implantées en sous-sol de ces bâtiments.  <b>Objet du contrôle :</b> - absence de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux au-dessus des installations ;	L'installation n'est pas surmontée des locaux habités ou occupés par des tiers.	C	
2.4	<b>Comportement au feu des bâtiments</b> 2.4.1. Réaction au feu Les locaux abritant l'installation de combustion présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes : - les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0 ; - le sol des locaux est incombustible (de classe A1 fl) ; - les autres matériaux sont B s1 d0.  La couverture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3). De plus, les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) sont de classe A2 s1 d0. A défaut, le système "support de couverture + isolants" est de classe B s1 d0 et l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg.  2.4.2. Résistance au feu Les locaux abritant l'installation de combustion présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : - l'ensemble de la structure est R60.	Hall du bâtiment B8 contenant la chaudière présentera les caractéristiques de résistance et réaction au feu suivantes : - Sol béton de classe A1fl ; - Couverture BROOF (t3) ; - Structure R 60 minimum - Mur REI 120  L'exploitant s'engage à respecter les dispositions constructives de cet article 2.4 pour son hall du bâtiment B8 abritant la chaudière biomasse.	C	

	<p>De plus, les éléments de construction présentent les caractéristiques de comportement au feu suivantes, vis-à-vis des locaux contigus ou des établissements, installations et stockages pour lesquels les distances prévues au point 2.1 de la présente annexe ne peuvent être respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- parois, couverture et plancher haut REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;</li><li>- portes intérieures EI 30 (coupe-feu de degré 1/2 heure) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;</li><li>- porte donnant vers l'extérieur EI 30 (coupe-feu de degré 1/2 heure) au moins.</li></ul> <p>R : capacité portante. E : étanchéité au feu. I : isolation thermique. Les classifications sont exprimées en minutes.</p>			
	<p>2.4.3. Désenfumage</p> <p>Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.</p>	L’exploitant s’engage à mettre en place un DENFC conforme aux dispositions de cet article 2.4.3.	C	
	<p>2.4.4. Explosion</p> <p>Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local (évents, parois de faible résistance...).</p>	Le combustible utilisé n'est pas susceptible de générer des explosions.	C	
2.5	<p><b>Accessibilité</b></p> <p>L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut du bâtiment est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.</p> <p>Des aires de stationnement sont aménagées pour accueillir les véhicules assurant l'approvisionnement en combustible et, le cas échéant, l'évacuation des cendres et des mâchefers. Cette disposition ne concerne pas les installations dont le nombre d'heures d'exploitation est inférieure à 500 h/an.</p> <p>Un espace suffisant est aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- présence d'une voie-engin ou d'une voie-échelle, s'il y a lieu.</li></ul>	<p>Le site dispose d'un accès au Sud du terrain depuis la RD17 pour permettre l'intervention des services de secours. Le hall de la chaudière sera accessible depuis la voie engin.</p> <p>Le site dispose de zone de déchargement de la biomasse servant d'alimentation pour la chaudière.</p>	C	
2.6	<p><b>Ventilation</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou toxique.</p> <p>La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- présence d'ouvertures en parties haute et basse ou d'un moyen équivalent.</li></ul>	Le local disposera d'un système d'aération en parties hautes et basses de manière à assurer un balayage de l'air.	C	
2.7	<p><b>Installations électriques</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Un ou plusieurs dispositifs, placés à l'extérieur, permettent d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.</p> <p>Le respect des normes NF C 15-100 (2015) et NF C 14-100 (2008) est présumé répondre aux exigences réglementaires définies au présent article.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- présence de rapport justifiant que les installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées.</li></ul>	<p>Le matériel électrique sera conforme aux normes en vigueur (installation neuve).</p> <p>Une vérification de sécurité sera réalisée avant le démarrage de l'exploitation et renouvelée annuellement.</p> <p>Le local disposera d'un dispositif de coupure électrique à l'extérieur de la chaufferie (arrêt d'urgence).</p>	C	
2.8	<p><b>Mise à la terre des équipements</b></p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Le respect des normes NF C 15-100 (2015) et NF C 14-100 (2008) est présumé répondre aux exigences réglementaires définies au présent article.</p>	Les équipements métalliques devront être mis à la terre conformément aux règles et normes applicables.	C	
2.9	<p><b>Rétention des aires et locaux de travail</b></p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de</p>	<p>Le sol de la chaufferie sera étanche et incombustible.</p> <p>Compte tenu de la nature du combustible utilisé (biomasse), l'installation n'utilisera pas de produits dangereux hormis des produits de traitement des eaux qui seront placés sur rétention.</p>	C	

	<p>l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont, de préférence, récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au point 7.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- étanchéité des sols (par examen visuel : nature du matériau et absence de fissures, etc.) ;</li></ul> <p>capacité des aires et locaux à recueillir les eaux et matières répandues (présence de seuil par exemple).</p>			
2.10	<p><b>Cuvettes de rétention</b></p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés (réservoirs à double paroi avec détection de fuite). L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.</p> <p>Les réservoirs fixes aériens ou enterrés sont munis de jauges de niveau. Les réservoirs enterrés sont munis de limiteurs de remplissage.</p> <p>Les capacités intermédiaires ou nourrices alimentant les appareils de combustion sont munies de dispositifs permettant d'éviter tout débordement. Elles sont associées à des cuvettes de rétention répondant aux dispositions du présent point. Leur capacité est strictement limitée au besoin de l'exploitation.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, s'il existe, qui est maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. Les déchets récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont gérés comme les déchets.</p> <p>Les dispositions du présent point ne s'appliquent pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- présence de cuvettes de rétention (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure);</li><li>- respect du volume minimal de la capacité de rétention (le non-respect de ce point relève d'une <b>non-conformité majeure</b>) ;</li><li>- pour les capacités intermédiaires ou nourrices alimentant les appareils de combustion, présence de dispositifs permettant d'éviter tout débordement et de cuvettes de rétention (le non-respect de ce point relève d'une <b>non-conformité majeure</b>) ;</li><li>- étanchéité des cuvettes de rétention (par examen visuel : nature et absence de fissures) ;</li><li>- position fermée du dispositif d'obturation ;</li></ul> <p>présence de cuvettes de rétention séparées pour les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les installations déclarées après le 1er janvier 1998, pour le stockage sous le niveau du sol, présence de réservoir en fosse maçonnée ou assimilés ;</li><li>- pour les réservoirs fixes, présence de jauge ;</li><li>- pour les stockages enterrés, présence de limiteurs de remplissage (le non-respect de ce point relève d'une <b>non-conformité majeure</b>).</li></ul>	<p>Les produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau et des sols (cuve de fioul, produits entretien, huiles, acétate, peintures/verniss) devront être associés à des cuvettes de rétention répondant aux normes du présent Art 2.10.</p>	C	
2.11	<p><b>Issues</b></p> <p>Les installations sont aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues offre au personnel des moyens de retrait en nombre suffisant. Les portes s'ouvrent vers l'extérieur et peuvent être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.</p>	<p>Au moins une issue de secours sera réalisée au sein du bâtiment projeté abritant la chaudière, à l'opposé de l'entrée principale.</p>	C	
2.12	<p><b>Isolement du réseau de collecte</b></p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p>	<p>La solution technique retenue pour le confinement des eaux d'extinction d'un incendie est un dispositif de confinement externe à l'installation par le biais d'un bassin de rétention étanche équipé, en sortie, d'une vanne d'isolement.</p>	C	
2.13	<p><b>Alimentation en combustible</b></p> <p>Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.</p> <p>Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;</li><li>- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.</li></ul> <p>Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p>	<p>Le convoyeur d'alimentation depuis le stockage biomasse jusqu'aux trémies d'alimentation de la chaudière sera de type poussoir hydraulique ou convoyeur à chaîne.</p> <p>Un dispositif de coupure de l'alimentation électrique sera placé à l'extérieur de la chaufferie. Cette coupure permet de ne plus alimenter la chaudière en combustible. L'introduction se fera soit par un système de poussoir hydraulique ou par un convoyeur d'alimentation type raclette. Dans ces 2 cas un dispositif de sécurité anti retour de feu sera intégré avant l'alimentation de la chaudière.</p>	C	

<p>Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.</p> <p>Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide comporte un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.</p> <p>Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide équipe chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.</p> <p>La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant.</p> <p>Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- repérage des réseaux d'alimentation en combustible avec des couleurs normalisées ;</li><li>- présence d'un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit (le <b>non- respect de ce point relève d'une non-conformité majeure</b>) ;</li><li>- positionnement du dispositif de coupure à l'extérieur des bâtiments et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible (le <b>non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure</b>);</li><li>- accessibilité du dispositif de coupure ;</li><li>- signalement du dispositif de coupure ;</li><li>- présence d'un affichage indiquant le sens de la manœuvre ainsi que les positions ouvertes et fermées du dispositif de coupure ;</li><li>- dans les installations alimentées en combustibles gazeux, présence de deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz (le <b>non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure</b>) ;</li><li>- présence d'un asservissement des deux vannes automatiques à au moins deux capteurs de détection de gaz et à un pressostat (le <b>non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure</b>) ;</li><li>- pour les appareils de réchauffage de combustible liquide, présence d'un dispositif limiteur de température, indépendant de la régulation de l'appareil de réchauffage ;</li><li>- présence d'un organe de coupure rapide sur chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci (le <b>non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure</b>).</li></ul> <p>(1) Vanne automatique : son niveau de fiabilité est maximum</p> <p>(2) Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.</p> <p>(3) Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil est aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.</p>	<p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p>	<p>NA</p> <p>NA</p> <p>C</p>	
---	-------------------------------------	------------------------------	--

2.14	<p><b>Contrôle de la combustion</b> Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p> <p>Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- présence de dispositifs sur les appareils de combustion permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation ;</li><li>- pour les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux, présence d'un dispositif de contrôle de flamme entraînant la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible en cas de défaut de fonctionnement (le <b>non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure</b>).</li></ul>	<p>La régulation modulante de puissance permet d'assurer le maintien en fonctionnement continu de la chaudière lors des variations des besoins thermiques du réseau tout en conservant une gestion optimisée de la combustion, même lors des changements en qualité énergétique du combustible (humidité, PCI).</p> <p>Les principales sécurités seront :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Niveau combustible,</li><li>- Elévation de la température ambiante,</li><li>- Température eau très élevée (par thermostat) / Température eau très basse,</li><li>- Manque d'eau chaudière,</li><li>- Pression haute chaudière (par soupapes de sécurité),</li><li>- Excès de pression foyer / Manque de dépression foyer.</li></ul> <p>Sans objet</p>	C	
2.15	<p><b>Aménagement particulier</b> La communication entre le local chaufferie contenant les appareils de combustion utilisant du gaz et d'autres locaux, si elle est indispensable, s'effectue par un sas fermé par deux portes pare-flammes 1/2 heure.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- en cas de communication, présence d'un sas fermé par deux portes pare-flammes 1/2 heure entre le local chaufferie contenant les appareils de combustion utilisant des gaz et d'autres locaux.</li></ul>	Sans objet – utilisation d'un combustible solide (biomasse)	NA	
2.16	<p><b>Détection de gaz. - Détection d'incendie</b> Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie équipe les installations implantées en sous-sol.</p> <p>L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences du point 2.13 de la présente annexe. Des étalonnages sont régulièrement effectués.</p> <p>Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 2.7 de la présente annexe.</p> <p>Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou implantées en sous-sol, présence d'un dispositif de détection de gaz possédant les critères décrits ci-dessus (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li><li>- pour les installations implantées en sous-sol, présence d'un dispositif de détection d'incendie (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li><li>- présence d'un plan repérant ce dispositif ;</li><li>- présence des résultats de contrôles des dispositifs de détection d'incendie.</li></ul>	<p>Sans objet - l'installation n'utilisera pas de combustible gazeux.</p> <p>La chaufferie ne sera pas implantée en sous sol.</p>	NA	
3.	<b>Exploitation - entretien</b>			
3.1	<p><b>Surveillance de l'exploitation</b> L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p>	La conduite de l'installation et la sécurité incendie seront assurés par le responsable de site.	C	
3.2	<p><b>Contrôle de l'accès</b> Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, n'ont pas un accès libre aux installations, nonobstant les dispositions prises en application du point 2.5, alinéa 1.</p>	<p>Les dispositions prévues pour éviter l'accès des personnes extérieures aux installations sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une clôture sur la périphérie du terrain</li><li>- un portail d'accès maintenu fermé la nuit et le week-end.</li></ul> <p>Il n'est pas prévu de gardiennage et de surveillance électronique. Toutefois, les</p>	C	

	Objet du contrôle : - présence d'une barrière physique (exemple, clôture, fermeture à clé...) interdisant l'accès libre aux installations.	horaires d'activité de l'installation induiront une surveillance du site 7j/7 et 24h/24.		
3.3	<b>Connaissance des produits - étiquetage</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.  Objet du contrôle : - présence des fiches de données de sécurité ; présence et lisibilité des noms des produits et symboles de danger sur les fûts, réservoirs et emballages.	En phase d'exploitation, l'exploitant s'engage à disposer des Fiches de données sécurité de ses produits dangereux et les tenir à disposition de l'inspection des ICPE. L'étiquetage des fûts, réservoirs sera réalisé en faisant mention du nom du produit et des mentions de dangers.	C	
3.4	<b>Propreté</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.	En phase d'exploitation, les locaux seront régulièrement nettoyés avec du matériel adapté pour éviter l'accumulation de poussières.	C	
3.5	<b>Etat des stocks des produits</b> L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus et de combustibles consommés, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.  Objet du contrôle : - présence de l'état des stocks (la nature et la quantité) de produits dangereux ; - présence de l'état (la nature et la quantité) des combustibles consommés ; - conformité des stocks de produits dangereux présents le jour du contrôle à l'état des stocks ; - adéquation entre la nature du combustible déclaré et le combustible utilisé le jour du contrôle ; présence du plan général des stockages : absence de matières dangereuses non nécessaires à l'exploitation à l'intérieur des locaux abritant des appareils de combustion.	En phase d'exploitation, l'exploitant s'engage à tenir à jour un registre renseignant l'état de ses stocks de produits dangereux détenus et des produits combustibles consommés sur le site, auquel est annexé un plan des stockages. Aucun combustible bois ne sera stockée à l'intérieur du local abritant la chuadière. La quantité de produits de traitement en présence sera limitée aux besoins de l'exploitation.	C	
3.6	<b>Consignes d'exploitation</b> Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes, portées à la connaissance du personnel, prévoient notamment :  - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances qui en résultent ; - les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ; - les conditions de stockage des produits ; - la fréquence de contrôles de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention ; - les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité ; - les consignes pour les démarrages et les arrêts : les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.  Les consignes relatives aux périodes de démarrages et d'arrêts sont disponibles : - dès la mise en service des appareils de combustion mis en service après le 20 décembre 2018 ; - à compter du 1er janvier 2020 pour les autres appareils de combustion.  Objet du contrôle : présence de chacune de ces consignes.	Les consignes d'exploitation seront tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentées par le personnel et comporteront les informations contenues à cet article 3.6.	C	
3.7	<b>Entretien et travaux</b> L'exploitant veille au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service. Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie garantit une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fait sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention peut être effectué en dérogation au présent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspection des installations classées. Les soudeurs détiennent une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation est délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980 modifié relatif à l'attribution de l'attestation d'aptitude concernant les installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances.	L'exploitant s'engage à mettre en place un programme d'entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité.		



3.8	<p><b>Conduite des installations</b></p> <p>Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion. Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée, lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;</li><li>- pour les autres appareils de combustion, si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts, soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.</li></ul> <p>L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.</p> <p>En cas d'anomalie(s) provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci est protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite.</p> <p>Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination du (des) défaut(s) par le personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- caractère permanent de la surveillance de l'exploitation des installations, sauf dans les cas prévus ci-dessus ;</li><li>- présence des procédures écrites citées au troisième paragraphe du présent article :</li></ul> <p>présence, dans les procédures écrites, des indications de fréquence et de nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.</p>	<p>Installation autocontrôlée de manière permanente et exploitée sous la surveillance humaine d'un personnel qualifié.</p> <p>Report d'alarme permanent sur site, à l'intérieur du hall de production et vers le personnel d'astreinte.</p> <p>Contrôle périodique portant sur : tests de sécurité, analyse d'eau, contrôle des fuites, fonctionnement général...</p> <p>L'exploitant s'engage à mettre en place :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- des consignes d'exploitation ;</li><li>- des consignes de sécurité,</li><li>- des procédures de gestion des anomalies et de mise en sécurité des installations.</li></ul>	C	
3.9	<p><b>Efficacité énergétique</b></p> <p>L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- réalisation du contrôle périodique de l'efficacité énergétique selon l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé (respect du délai, réalisation par organisme agréé, présence du rapport et vérification du respect des dispositions relatives notamment aux rendements minimaux, à l'équipement, au livret de chaufferie et au bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique).</li></ul>	Sans objet – chaudière alimentée par un combustible solide (biomasse)	NA	
4.	<b>Risques</b>			
4.1	<p><b>Localisation des risques</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences, directes ou indirectes, sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- présence d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger ;</li></ul> <p>présence d'une signalisation des risques dans les zones de danger, conforme aux indications du plan.</p>	<p>La nature des risques associés aux différents stockages est présentée dans la demande d'enregistrement , chapitre 9.9.</p>	C	
4.2	<p><b>Moyens de lutte contre l'incendie</b></p> <p>Les locaux visés au premier alinéa du point 2.4.2 sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'au moins un extincteur par appareil de combustion (avec un maximum exigible de deux extincteurs), répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils sont accompagnés d'une mention : " Ne pas utiliser sur flamme gaz ". Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières présentes dans les locaux ;</li><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li></ul> <p>de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un système de détection automatique d'incendie.</li></ul> <p>Ces moyens peuvent être complétés en fonction des dangers présentés et de la ressource en eau disponible :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite des locaux se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite des locaux se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m3/h pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ;</li></ul>	<p>Le hall du bâtiment B8 abritant la chaudière sera équipé :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'extincteurs conforme aux référentiels connus et répartis à l'intérieur des locaux et au niveau des aires présentant des risques spécifiques ;</li><li>- d'un moyen permettant d'alerter les secours : ligne téléphonique externe + surveillance du site par le personnel présent sur site 7j/7 et 24h/24 ;</li><li>- d'un dispositif de détection automatique des fumées ;</li></ul> <p>Un poteau incendie sera créé à moins de 100 mètres du local abritant la chaudière (cf. plan de masse en pièce-jointe n°03) et capable de fournir un débit de 60 m3/h pendant 2h.</p> <p>En exploitation, les plans devront être affichés dans les locaux et tenus à la disposition du SDIS.</p> <p>Les équipements incendie sont contrôlés chaque année et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des ICPE.</p> <p>Le personnel devra être formé à l'utilisation des moyens de secours contre l'incendie.</p>	C	

	<p>- de robinets d'incendie armés, répartis dans les locaux visés au premier alinéa du point 2.4.2 en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.</p> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le personnel est formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ;</li><li>- présence d'un système de détection automatique d'incendie ;</li><li>- présence et implantation des appareils d'incendie (bouches poteaux) (le <b>non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure</b>) ;</li><li>- présence et implantation d'un extincteur par appareil de combustion (avec un maximum exigible de deux extincteurs)</li><li>- présence d'une mention : " Ne pas utiliser sur flamme gaz " auprès des extincteurs ;</li></ul> <p>présentation d'un justificatif de la vérification annuelle de ces matériels.</p>			
4.3	<p><b>Matériels utilisables en atmosphères explosibles</b></p> <p>Dans les parties de l'installation visées au point 4.1 et recensées " atmosphères explosibles ", les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du livre V titre V chapitre VII du code de l'environnement partie législative et partie réglementaire et plus particulièrement les articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</p> <p>Cependant, dans les parties de l'installation où des atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendre ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.</p> <p>Les matériels électriques visés dans ce présent article sont installés conformément à l'arrêté du 19 décembre 1988 susvisé.</p> <p>Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p>	Mise en place dans les zones concernées de matériels répondant aux normes ATEX de manière à respecter les dispositions de l'article 4.3.	C	
4.4	<p><b>" Permis d'intervention " - " permis de feu "</b></p> <p>Dans les parties de l'installation visées au point 4.1, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention " et éventuellement d'un " permis de feu " et en respectant les règles d'une consigne particulière.</p> <p>Le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant, ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure, ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.</p>	En phase d'exploitation, un permis de travaux dans les zones à risques devra être délivré par le responsable du site dans les zones à risque.	C	
4.5	<p><b>Consignes de sécurité</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.1 " incendie " et " atmosphères explosives " ;</li><li>- l'obligation du " permis d'intervention " ou du " permis de feu " pour les parties de l'installation visées au point 4.1 ;</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ;</li><li>- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>- la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li><li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.11 ;</li><li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li></ul> <p>Objet du contrôle :</p> <p>présence de chacune de ces consignes.</p>	Les consignes d'exploitation seront tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et comporteront les informations contenues à cet article 4.5.	C	
4.6	<p><b>Consignes d'exploitation</b></p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :</p>	Les consignes d'exploitation seront tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et comporteront les informations contenues à cet article 4.6	C	

	<ul style="list-style-type: none"><li>- les modes opératoires ;</li><li>- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;</li><li>- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;</li><li>- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité ;</li><li>- les consignes pour les démarrages et les arrêts : les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.</li></ul> Objet du contrôle : présence de chacune de ces consignes.			
4.7	<b>Information du personnel</b> Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.	L'exploitant s'engage à informer le personnel sur ces consignes de sécurité et d'exploitation.	C	
5.	<b>Eau</b>			
5.1	<b>Connexité avec des ouvrages soumis à la nomenclature Eau en application des articles L. 214- 1 à L. 214-3 du code de l'environnement</b> Les ouvrages et équipements nécessaires au fonctionnement de l'installation classée et visés par la nomenclature eau (IOTA) n'engendrent pas de prélèvements, rejets ou impacts supérieurs au seuil de l'autorisation de ladite nomenclature. En cas de dépassement de ce seuil, le préfet prend des dispositions particulières dans le cadre de l'article R. 512-52 du code de l'environnement. En cas de forage, si le volume prélevé est supérieur à 1 000 m3 par an, les dispositions prises pour l'implantation, la réalisation, la surveillance et l'abandon de l'ouvrage sont conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement. <b>5.1.1. Compatibilité avec le SDAGE</b> Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).	<p>Sans objet - Pas de prélèvement d'eau.</p> <p>Sans objet - Pas de prélèvement ni de rejet d'eau au milieu naturel.</p>	<p>SO</p> <p>SO</p>	
5.2	<b>Prélèvements</b> Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m3/j. Le résultat de ces mesures est enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être pollué. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.  Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas d'installations prélevant de l'eau dans le milieu naturel, présence de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée ;</li><li>- dans le cas d'installations prélevant de l'eau dans le milieu naturel avec un débit supérieur à 10 m3/j, présence des résultats des mesures hebdomadaires ;</li></ul> présence d'un dispositif anti-retour sur le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable.	<p>Pas de prélèvement d'eau au milieu naturel.</p> <p>L'installation sera alimentée à partir du réseau public d'alimentation d'eau potable. Le branchement sera équipé d'un dispositif de disconnexion agréé de type clapet anti-retour.</p>	<p>SO</p> <p>C</p>	
5.3	<b>Consommation</b> Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits au-delà d'un débit de 10 m3/j. Pour calculer ce débit, il n'est tenu compte ni des appoints d'eau lorsque le circuit de refroidissement est du type " circuit fermé " ni de l'eau utilisée en vue de réduire les émissions atmosphériques (préparation d'émulsion eau-combustible, injection d'eau pour réduire les NOx...).	<p>L'alimentation en eau du site s'effectuera à partir du réseau public d'alimentation d'eau potable alimenté par les sources de Saint Paul (65) et d'Avezac (65) qui en sont pas situées en zone de répartition des eaux.</p> <p>La consommation maximale prévisionnelle demeurera inférieure à 10 m³ / jour.</p> <p>Pas de réfrigération en circuit ouvert.</p>	C	
5.4	<b>Réseau de collecte et eaux pluviales</b> Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 5.6 avant rejet au milieu naturel. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.  Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none"><li>- vérification que le réseau de collecte est de type séparatif ;</li><li>- vérification que les eaux pluviales collectées sont traitées par un dispositif adéquat avant rejet ;</li></ul>	<p>Les eaux pluviales de toiture seront collectées séparément des eaux potentiellement contaminées au contact des aires de voirie, parking.</p> <p>L'activité du site ne génère pas d'effluent industriel de process. Les condensats des fumées (~ 500 l/h) de la chaudière seront collectés par des réseaux spécifiques et réinjectée après traitement spécifique dans le procédé de cogénération. L'établissement disposera que d'un seul point de rejet vers le fossé en sortie du bassin de rétention. Un regard accessible sera mis en place en sortie du bassin de rétention pour permettre le prélèvement d'échantillons.</p>	C	

	<div>- présentation des fiches de suivi du nettoyage des équipements ; si solution alternative appliquée aux eaux pluviales non polluées : justification de la compatibilité avec les objectifs du SDAGE (du SAGE s'il existe).</div>																																		
5.5	<div><b>Mesure des volumes rejetés</b> La quantité d'eau rejetée est mesurée journallement ou à défaut, évaluée à partir d'un bilan matière sur l'eau, tenant compte notamment de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.</div> <div>Objet du contrôle : - présence des résultats des mesures ou de l'évaluation à partir d'un bilan matière sur l'eau.</div>	<div>En phase d'exploitation, l'exploitant s'engage à relever hebdomadairement ou à partir de ses prélèvements la quantité d'eaux rejetée.</div>	<div>C</div>																																
5.6	<div><b>Valeurs limites de rejet</b> Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</div> <div>a) Dans tous les cas, avant rejet dans un réseau d'assainissement collectif : - pH : 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; - température : &lt; 30°C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés peut aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.</div> <div>b) Paramètres globaux : dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MES ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO : - matières en suspension : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - DBO5 : 800 mg/l.</div> <div>Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.</div> <div>c) Paramètres globaux : dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</div> <table><thead><tr><th></th><th>N° CAS</th><th>Code SANDRE</th><th>Valeur limite</th></tr></thead><tbody><tr><td>MES</td><td>-</td><td>1305</td><td>100 mg/l</td></tr><tr><td>DCO</td><td>-</td><td>1314</td><td>300 mg/l</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>-</td><td>1313</td><td>100 mg/l</td></tr><tr><td>Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (1)</td><td>-</td><td>1106 (AOX) 1760 (EOX)</td><td>0,5 mg/l</td></tr><tr><td>Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé</td><td>-</td><td>1551</td><td>30 mg/l</td></tr><tr><td>Phosphore total</td><td>-</td><td>1350</td><td>10 mg/l</td></tr><tr><td>Ion fluorure (en F-)</td><td>16984-48-8</td><td>7073</td><td>30 mg/l</td></tr></tbody></table> <div>(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.</div> <div>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans un réseau d'assainissement collectif urbain ou avant rejet au milieu naturel :</div>		N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite	MES	-	1305	100 mg/l	DCO	-	1314	300 mg/l	DBO5	-	1313	100 mg/l	Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (1)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	0,5 mg/l	Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	-	1551	30 mg/l	Phosphore total	-	1350	10 mg/l	Ion fluorure (en F-)	16984-48-8	7073	30 mg/l	<div>L'exploitant s'engage au respect des concentrations des polluants présents dans ses eaux rejetées indiquées à cet article 5.6.</div> <div>Les eaux pluviales potentiellement souillées au contact des aires étanches du site transiteront par un dispositif de traitement qualitatif (décantation) puis quantitatif (régulation du débit de sortie) avant rejet au milieu naturel.</div> <div>Le site n'est pas raccordé au réseau d'assainissement collectif.</div> <div>Un programme de surveillance de la qualité de ces rejets sera mis en place.</div> <div>L'exploitant s'engage à établir une convention de déversement avec la collectivité gestionnaire de réseau.</div>	<div>C</div>
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite																																
MES	-	1305	100 mg/l																																
DCO	-	1314	300 mg/l																																
DBO5	-	1313	100 mg/l																																
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (1)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	0,5 mg/l																																
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	-	1551	30 mg/l																																
Phosphore total	-	1350	10 mg/l																																
Ion fluorure (en F-)	16984-48-8	7073	30 mg/l																																

	<table><tr><th></th><th>N° CAS</th><th>Code SANDRE</th><th>Valeur limite</th></tr><tr><td>Cadmium et ses composés* (en Cd)</td><td>7440-43-9</td><td>1388</td><td>0,05 mg/l</td></tr><tr><td>Arsenic et ses composés (en As)</td><td>7440-38-2</td><td>1369</td><td>25 µg/l</td></tr><tr><td>Plomb et ses composés (en Pb)</td><td>7439-92-1</td><td>1382</td><td>25 µg/l</td></tr><tr><td>Mercuré et ses composés* (en Hg)</td><td>7439-97-6</td><td>1387</td><td>0,02 mg/l</td></tr><tr><td>Nickel et ses composés (en Ni)</td><td>7440-02-0</td><td>1386</td><td>50 µg/l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>-</td><td>7009</td><td>10 mg/l</td></tr><tr><td>Cuivre et ses composés (en Cu)</td><td>7440-50-8</td><td>1392</td><td>50 µg/l</td></tr><tr><td>Chromé et ses composés (dont chromé hexavalent et ses composés exprimés en chromé)</td><td>7440-47-3</td><td>1389</td><td>50 µg/l</td></tr><tr><td>Sulfates</td><td>14808-79-8</td><td>1338</td><td>2000 mg/l</td></tr><tr><td>Sulfites</td><td>14265-45-3</td><td>1086</td><td>20 mg/l</td></tr><tr><td>Sulfures</td><td>18496-25-8</td><td>1355</td><td>0,2 mg/l</td></tr><tr><td>Ion fluorure (en F-)</td><td>16984-48-8</td><td>7073</td><td>30 mg/l</td></tr><tr><td>Zinc et ses composés (en Zn)</td><td>7440-66-6</td><td>1383</td><td>0,8 mg/l</td></tr></table> <p>Les substances dangereuses marquées d'une étoile (*) dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié. Ces valeurs limites sont à respecter en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.</p> <p>Lorsque l'exploitant a recours au traitement des effluents atmosphériques pour atteindre les valeurs limites fixées au paragraphe 6, le préfet peut fixer, par arrêté pris en application de l'article L. 512-12 du code de l'environnement, des valeurs limites différentes ou visant d'autres polluants.</p>		N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite	Cadmium et ses composés* (en Cd)	7440-43-9	1388	0,05 mg/l	Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l	Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	25 µg/l	Mercuré et ses composés* (en Hg)	7439-97-6	1387	0,02 mg/l	Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	50 µg/l	Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	50 µg/l	Chromé et ses composés (dont chromé hexavalent et ses composés exprimés en chromé)	7440-47-3	1389	50 µg/l	Sulfates	14808-79-8	1338	2000 mg/l	Sulfites	14265-45-3	1086	20 mg/l	Sulfures	18496-25-8	1355	0,2 mg/l	Ion fluorure (en F-)	16984-48-8	7073	30 mg/l	Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l			
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite																																																									
Cadmium et ses composés* (en Cd)	7440-43-9	1388	0,05 mg/l																																																									
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l																																																									
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	25 µg/l																																																									
Mercuré et ses composés* (en Hg)	7439-97-6	1387	0,02 mg/l																																																									
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	50 µg/l																																																									
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l																																																									
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	50 µg/l																																																									
Chromé et ses composés (dont chromé hexavalent et ses composés exprimés en chromé)	7440-47-3	1389	50 µg/l																																																									
Sulfates	14808-79-8	1338	2000 mg/l																																																									
Sulfites	14265-45-3	1086	20 mg/l																																																									
Sulfures	18496-25-8	1355	0,2 mg/l																																																									
Ion fluorure (en F-)	16984-48-8	7073	30 mg/l																																																									
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l																																																									
5.7	<b>Interdiction des rejets en nappe</b> Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduaire dans une nappe souterraine est interdit.	Pas de rejet vers les eaux souterraines.	SO																																																									
5.8	<b>Prévention des pollutions accidentelles</b> Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.) déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident se fait soit dans les conditions prévues au point 5.6 de la présente annexe, soit comme des déchets dans les conditions prévues au point 7 de la présente annexe.	En phase d’exploitation, l’exploitant prendra des dispositions afin de retenir les eaux épandues en cas de déversement accidentel. Ces eaux polluées devront être évacuées vers une filière de traitement adaptée.	C																																																									
5.9	<b>Mesure périodique de la pollution rejetée</b> Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.6 de la présente annexe est effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m3/j.  Objet du contrôle : - présence des résultats des mesures selon la fréquence et sur les paramètres décrits ci-dessus ou, en cas d'impossibilité d'obtenir un échantillon représentatif, évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites d'émissions applicables ; - vérification de la présence d'agrément de l'organisme qui a fait les mesures ; conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d'émissions applicables.	En phase d’exploitation, l’exploitant s’engage à faire contrôler par un organisme agréé au moins tous les 3 ans, les concentrations des polluants visés au 5.6 et potentiellement contenus dans les eaux rejetées.  Les polluants visés au 5.6 qui ne sont pas susceptibles d’être contenus dans les eaux rejetées pourront être écartés des analyses sur la base d’une justification technique de l’exploitant.	C																																																									
5.10	<b>Traitement des hydrocarbures</b> En cas d'utilisation de combustibles liquides, les eaux de lavage des sols et les divers écoulements ne peuvent être évacués qu'après avoir traversé au préalable un dispositif séparateur d'hydrocarbures, à moins qu'ils soient éliminés conformément au titre 7 de la présente annexe. Ce matériel est maintenu en bon état de fonctionnement et périodiquement entretenu pour conserver ses performances initiales. Lorsque la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion dépasse 10 MW, ce dispositif est muni d'un obturateur automatique commandant une alarme dans le cas où l'appareil atteint sa capacité maximale de rétention des hydrocarbures.  Objet du contrôle : - en cas d'utilisation de combustibles liquides, présence d'un séparateur d'hydrocarbures permettant le traitement des eaux de lavage des sols et des divers écoulements, sauf si ceux-ci sont éliminés comme des déchets ; en cas d'utilisation de combustibles liquides, lorsque la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion dépasse 10 MW, présence d'un obturateur automatique sur le séparateur d'hydrocarbures commandant une alarme dans le cas où l'appareil atteindrait sa capacité maximale de rétention des hydrocarbures.	Sans objet	NA																																																									

6. Air. - Odeurs																																							
6.1	<b>Captage et épuration des rejets à l'atmosphère</b> Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse. Le débouché des cheminées a une direction verticale et ne comporte pas d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...).		Les installations susceptibles d’émettre des poussières et gaz (rejet de la chaudière biomasse) seront raccordées à un système de captation et de traitement avant rejet à l’atmosphère.	C																																			
6.2 Valeurs limites et conditions de rejet																																							
6.2.1	<b>Combustibles utilisés</b> Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration et aux caractéristiques préconisées par le constructeur des appareils de combustion. Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A. Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.  Objet du contrôle : - conformité des combustibles utilisés avec ceux figurant dans le dossier de déclaration (le <b>non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure</b> ) ;		La chaudière sera alimentée par un combustible solide (produits connexes de scierie) issu du (b)i) et b) ii) de la définition de la biomasse	C																																			
6.2.2	<b>Hauteur des cheminées</b> Toutes les dispositions sont prises pour que les gaz de combustion soient collectés et évacués par un nombre aussi réduit que possible de cheminées qui débouchent à une hauteur permettant une bonne dispersion des polluants. La hauteur hp de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne au sol à l'endroit considéré exprimée en mètres) d'un appareil est déterminé en fonction de la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion dans laquelle l'appareil de combustion est inclus et en fonction du combustible consommé par l'appareil. Si plusieurs conduits sont regroupés dans la même cheminée, la hauteur de cette dernière est déterminée en se référant au combustible et au type d'appareil donnant la hauteur de cheminée la plus élevée. Pour les installations utilisant normalement du gaz, il n'est pas tenu compte, pour la détermination de la hauteur des cheminées, de l'emploi d'un autre combustible lorsque celui-ci est destiné à pallier, exceptionnellement et pour une courte période, une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz. Les hauteurs indiquées entre parenthèses correspondent aux hauteurs minimales des cheminées associées aux installations implantées au moment de la déclaration dans les zones définies au point 6.2.9 de la présente annexe.  A. - Détermination des hauteurs de cheminées : 1. Cas des turbines : <table><tr><th>Type de combustible</th><th>4 MW et &lt; 6 MW</th><th>6 MW et &lt; 10 MW</th><th>10 MW et &lt; 15 MW</th><th>15 MW et &lt; 20 MW</th><th></th></tr><tr><td>Gaz naturel, Biométhane et GPL</td><td>5 m</td><td>6 m</td><td>7 m</td><td>9 m (13 m)</td><td>10 m (15 m)</td></tr><tr><td>Autres combustibles</td><td>6 m</td><td>7 m</td><td>9 m</td><td>11 m (16 m)</td><td>12 m (17 m)</td></tr></table> 1. Cas des moteurs : <table><tr><th>Type de combustible</th><th>4 MW et &lt; 6 MW</th><th>6 MW et &lt; 10 MW</th><th>10 MW et &lt; 15 MW</th><th>15 MW et &lt; 20 MW</th><th></th></tr><tr><td>Gaz naturel, Biométhane et GPL</td><td>5 m</td><td>6 m</td><td>7 m</td><td>9 m (13 m)</td><td>10 m (15 m)</td></tr><tr><td>Autres combustibles</td><td>9 m</td><td>13 m</td><td>15 m</td><td>16 m (22 m)</td><td>18 m (27 m)</td></tr></table> Pour les turbines et moteurs, si la vitesse d’éjection des gaz de combustion dépasse la valeur indiquée au point 6.2.3.A de la présente annexe, la formule suivante peut être utilisée pour déterminer la hauteur minimale hp de la cheminée sans que celle-ci puisse être inférieure à 3 mètres : $h_p = h_A [1 - (V - 25)/(V - 5)]$ où hA est la valeur indiquée dans les tableaux ci-dessus pour la puissance thermique nominale totale concernée et V la vitesse effective d'éjection des gaz de combustion (en m/s).  Autres appareils de combustion :		Type de combustible	4 MW et < 6 MW	6 MW et < 10 MW	10 MW et < 15 MW	15 MW et < 20 MW		Gaz naturel, Biométhane et GPL	5 m	6 m	7 m	9 m (13 m)	10 m (15 m)	Autres combustibles	6 m	7 m	9 m	11 m (16 m)	12 m (17 m)	Type de combustible	4 MW et < 6 MW	6 MW et < 10 MW	10 MW et < 15 MW	15 MW et < 20 MW		Gaz naturel, Biométhane et GPL	5 m	6 m	7 m	9 m (13 m)	10 m (15 m)	Autres combustibles	9 m	13 m	15 m	16 m (22 m)	18 m (27 m)	Sans objet   <
Type de combustible	4 MW et < 6 MW	6 MW et < 10 MW	10 MW et < 15 MW	15 MW et < 20 MW																																			
Gaz naturel, Biométhane et GPL	5 m	6 m	7 m	9 m (13 m)	10 m (15 m)																																		
Autres combustibles	6 m	7 m	9 m	11 m (16 m)	12 m (17 m)																																		
Type de combustible	4 MW et < 6 MW	6 MW et < 10 MW	10 MW et < 15 MW	15 MW et < 20 MW																																			
Gaz naturel, Biométhane et GPL	5 m	6 m	7 m	9 m (13 m)	10 m (15 m)																																		
Autres combustibles	9 m	13 m	15 m	16 m (22 m)	18 m (27 m)																																		



	<table><tr><th>Type de combustible</th><th>1 MW et &lt; 2 MW</th><th>2 MW et &lt; 4 MW</th><th>4 MW et &lt; 6 MW</th><th>6 MW et &lt; 10 MW</th><th>10 MW et &lt; 15 MW</th><th>15 MW et &lt; 20 MW</th></tr><tr><td>Combustibles solides</td><td>10 m (15 m)</td><td>12 m (18 m)</td><td>14 m (21 m)</td><td>14 m (21 m)</td><td>15 m (22 m)</td><td>16 m (24 m)</td></tr><tr><td>Fioul domestique</td><td>5 m (7 m)</td><td>6 m (9 m)</td><td>8 m (12 m)</td><td>10 m (12 m)</td><td colspan="2">10 m (15 m)</td></tr><tr><td>Autres combustibles liquides</td><td>7 m (10 m)</td><td>8 m (12 m)</td><td>9 m (14 m)</td><td>11 m (17 m)</td><td>13 m (19 m)</td><td>14 m (21 m)</td></tr><tr><td>Gaz naturel, Biométhane</td><td>4 m (6 m)</td><td>5 m (7 m)</td><td colspan="2">6 m (10 m)</td><td colspan="2">8 m (12 m)</td></tr><tr><td>GPL</td><td>5 m (7 m)</td><td>6 m (9 m)</td><td colspan="2">8 m (12 m)</td><td colspan="2">10 m (15 m)</td></tr></table> <p>B. - Prise en compte des obstacles : S'il y a dans le voisinage des obstacles naturels ou artificiels de nature à perturber la dispersion des gaz de combustion (obstacles ayant une largeur supérieure à un angle solide de 15 degrés vus de la cheminée dans le plan horizontal passant par le débouché de la cheminée), la hauteur de la (ou des) cheminée(s) est déterminée de la manière suivante : - si l'obstacle considéré est situé à une distance inférieure à D de l'axe de la cheminée : <math>H_i = h_i + 5</math> ; - si l'obstacle considéré est situé à une distance comprise entre D et 5 D de l'axe de la cheminée : <math>H_i = 5/4 (h_i + 5) (1 - d/5 D)</math>.</p> <p><math>h_i</math> est l'altitude d'un point de l'obstacle situé à une distance d de l'axe de la cheminée. Soit <math>H_p</math> la plus grande des valeurs de <math>H_i</math>, la hauteur de la cheminée est supérieure ou égale à la plus grande des valeurs <math>H_p</math> et <math>h_p</math>. Pour les combustibles gazeux et le fioul domestique, D est pris égal à 25 mètres si la puissance thermique nominale totale est inférieure à 10 MW et à 40 mètres si la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 10 MW. Ces distances sont doublées dans le cas des autres combustibles.</p> <p>C. - Cas des appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures par an : Dans le cas des appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures par an, le débouché à l'air libre de la cheminée d'évacuation des gaz de combustion dépasse de 3 mètres la hauteur des bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres autour de l'installation, sans toutefois être inférieure à 10 mètres.</p>	Type de combustible	1 MW et < 2 MW	2 MW et < 4 MW	4 MW et < 6 MW	6 MW et < 10 MW	10 MW et < 15 MW	15 MW et < 20 MW	Combustibles solides	10 m (15 m)	12 m (18 m)	14 m (21 m)	14 m (21 m)	15 m (22 m)	16 m (24 m)	Fioul domestique	5 m (7 m)	6 m (9 m)	8 m (12 m)	10 m (12 m)	10 m (15 m)		Autres combustibles liquides	7 m (10 m)	8 m (12 m)	9 m (14 m)	11 m (17 m)	13 m (19 m)	14 m (21 m)	Gaz naturel, Biométhane	4 m (6 m)	5 m (7 m)	6 m (10 m)		8 m (12 m)		GPL	5 m (7 m)	6 m (9 m)	8 m (12 m)		10 m (15 m)		La note de calcul de la hauteur de la cheminée a pris en compte les obstacles.	C	
Type de combustible	1 MW et < 2 MW	2 MW et < 4 MW	4 MW et < 6 MW	6 MW et < 10 MW	10 MW et < 15 MW	15 MW et < 20 MW																																								
Combustibles solides	10 m (15 m)	12 m (18 m)	14 m (21 m)	14 m (21 m)	15 m (22 m)	16 m (24 m)																																								
Fioul domestique	5 m (7 m)	6 m (9 m)	8 m (12 m)	10 m (12 m)	10 m (15 m)																																									
Autres combustibles liquides	7 m (10 m)	8 m (12 m)	9 m (14 m)	11 m (17 m)	13 m (19 m)	14 m (21 m)																																								
Gaz naturel, Biométhane	4 m (6 m)	5 m (7 m)	6 m (10 m)		8 m (12 m)																																									
GPL	5 m (7 m)	6 m (9 m)	8 m (12 m)		10 m (15 m)																																									
		Sans objet	NA																																											
6.2.3	<p><b>Vitesse d'éjection des gaz</b></p> <p>A. - Pour les turbines et moteurs, la vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche nominale est au moins égale à 25 m/s. Lorsque les émissions sont évacuées par une chaudière de récupération, les vitesses d'éjection applicables sont celles fixées au point B du présent point.</p> <p>B. - Pour les autres appareils de combustion, la vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale est au moins égale à : - 5 m/s pour les combustibles gazeux et le fioul domestique ; - 6 m/s pour les combustibles solides et la biomasse ; - 9 m/s pour les autres combustibles liquides.</p> <p>Objet du contrôle : - vérification de la vitesse d'éjection : - mesurée lors de la mesure périodique de la pollution rejetée selon les modalités du point 6.3 de la présente annexe (Mesure périodique de la pollution rejetée) ; ou calculée grâce au débit mesuré lors de la mesure périodique de la pollution rejetée selon les modalités du point 6.3 de la présente annexe (Mesure périodique de la pollution rejetée) et à la section de la cheminée.</p>	Sans objet	NA																																											
		L'exploitants s'engage à respecter une vitesse d'éjection des gaz de combustion de la chaudière biomasse de 6 m/s.	C																																											
6.2.4	<p><b>Valeurs limites d'émission (installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe)</b></p> <p>Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières.</p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm3), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm3) sur gaz sec.</p> <p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.</p> <p>I. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2029 ;</p>	Sans objet	NA																																											

- aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;  
aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter du 1er janvier 2030.

Combustibles	Polluants			
	SO2 (mg/Nm3)	NOx (mg/Nm³)		Poussières (mg/Nm3)
		P < 10 MW	P ≥ 10 MW	
Biomasse	225	525 (5)		50
Autres combustibles solides	1 100	550 (10)		50
Fioul domestique	-	150 (8) (12)		-
Fioul Lourd	1 700	550 (9)	450 (1) (4) (9)	50 (11)
Gaz naturel, Biométhane	-	100 (2) (8)	100 (3) (6) (7) (13)	-
Gaz de pétrole liquéfiés	5	150 (8)		-

Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm3)
(1)	Installation déclarée après le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.	NOx : 550
(2)	Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.	NOx : 150
(3)	Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.	NOx : 150
(4)	Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.	NOx : 500
(5)	Installation déclarée avant le 1er janvier 2014.	NOx : 750
(6)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.	NOx : 225
(7)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.	NOx : 150
(8)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.	NOx : 225
(9)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.	NOx : 600
(10)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.	NOx : 825
(11)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, sauf lorsque la puissance thermique nominale totale dépasse 10 MW et qu'elle est située dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement.	Poussières : 100
(12)	Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an	NOx : 200
(13)	Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.	NOx : 120

II. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et :  
- existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées après le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2025 ;  
- existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW enregistrées après le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2030 ;  
- nouvelles, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L’exploitant s’engage au respect de ces valeurs limites d’émission pour le rejet de sa chaudière biomasse indiquées au chapitre II de l’article 6.2.4.

Les VLE à 6 % d'oxygène sont :  
- Oxyde de soufre en équivalent SO2 : 200 mg/m³  
- Oxyde d'azote en équivalent NOX : 500 mg/m³  
- Poussières : 30mg/m³  
- Monoxyde de carbone : 250 mg/m3  
Ces valeurs limites sont prises en compte dans le cahier des charges de l'installation.  
Les moyens prévus pour le traitement des poussières sont un multicyclone et un électrofiltre.  
Le condenseur mis en place joue également un rôle de laveur de fumées.

C



III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :

- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ;
- de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2030 ;

de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 2 MW, à compter du 1er janvier 2030.

NA

	<table><tr><th></th><th>Puissance P (MW)</th><th>SO2 (mg/Nm3)</th><th>NOx (mg/Nm3)</th><th>Poussières (mg/Nm3)</th><th>CO (mg/Nm3)</th></tr><tr><td rowspan="3">Biomasse</td><td>P &lt; 5</td><td rowspan="3">200</td><td rowspan="3">650</td><td rowspan="3">50</td><td rowspan="3">250</td></tr><tr><td>5 ≤ P &lt; 10</td></tr><tr><td>10 ≤ P</td></tr><tr><td rowspan="3">Autres combustibles solides</td><td>P &lt; 5</td><td rowspan="3">1 100</td><td rowspan="3">550</td><td rowspan="3">50</td><td rowspan="3">200</td></tr><tr><td>5 ≤ P &lt; 10</td></tr><tr><td>10 ≤ P</td></tr><tr><td rowspan="3">Fioul domestique</td><td>P &lt; 5</td><td rowspan="3">-</td><td rowspan="3">150 (3)</td><td rowspan="3">-</td><td rowspan="3">100</td></tr><tr><td>5 ≤ P &lt; 10</td></tr><tr><td>10 ≤ P</td></tr><tr><td rowspan="3">Fioul Lourd</td><td>P &lt; 5</td><td rowspan="3">350</td><td rowspan="2">550</td><td>50</td><td rowspan="3">100</td></tr><tr><td>5 ≤ P &lt; 10</td><td rowspan="2">30</td></tr><tr><td>10 ≤ P</td><td>500 (1)</td></tr><tr><td rowspan="3">Gaz naturel, Biométhane</td><td>P &lt; 5</td><td rowspan="3">-</td><td>150</td><td rowspan="3">-</td><td rowspan="3">100</td></tr><tr><td>5 ≤ P &lt; 10</td><td rowspan="2">120 (2)</td></tr><tr><td>10 ≤ P</td></tr><tr><td rowspan="3">Gaz de pétrole liquéfiés</td><td>P &lt; 5</td><td rowspan="3">5</td><td rowspan="3">150</td><td rowspan="3">-</td><td rowspan="3">100</td></tr><tr><td>5 ≤ P &lt; 10</td></tr><tr><td>10 ≤ P</td></tr></table> <table><tr><th>Renvoi</th><th>Conditions</th><th>Valeur limite d'émission (mg/Nm3)</th></tr><tr><td>(1)</td><td>Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.</td><td>NOx : 550</td></tr><tr><td>(2)</td><td>Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.</td><td>NOx : 150</td></tr><tr><td>(3)</td><td>Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an</td><td>NOx : 200</td></tr></table> <p>IV. - Les installations utilisant un combustible solide respectent la valeur limite suivante : - en dioxines et furanes : 0,1 ng I-TEQ/Nm3. Les installations déclarées après le 1er janvier 1998 utilisant de la biomasse respectent les valeurs limites suivantes : - en composés organiques volatils hors méthane (exprimés carbone total) : 50 mg/Nm3.</p> <p>Objet du contrôle : conformité des résultats des mesures visées au point 6.3 de la présente annexe (Mesure périodique de la pollution rejetée), ramenés aux conditions spécifiées ci-dessus avec les valeurs limites d'émission applicables (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</p>		Puissance P (MW)	SO2 (mg/Nm3)	NOx (mg/Nm3)	Poussières (mg/Nm3)	CO (mg/Nm3)	Biomasse	P < 5	200	650	50	250	5 ≤ P < 10	10 ≤ P	Autres combustibles solides	P < 5	1 100	550	50	200	5 ≤ P < 10	10 ≤ P	Fioul domestique	P < 5	-	150 (3)	-	100	5 ≤ P < 10	10 ≤ P	Fioul Lourd	P < 5	350	550	50	100	5 ≤ P < 10	30	10 ≤ P	500 (1)	Gaz naturel, Biométhane	P < 5	-	150	-	100	5 ≤ P < 10	120 (2)	10 ≤ P	Gaz de pétrole liquéfiés	P < 5	5	150	-	100	5 ≤ P < 10	10 ≤ P	Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm3)	(1)	Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.	NOx : 550	(2)	Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.	NOx : 150	(3)	Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an	NOx : 200			
	Puissance P (MW)	SO2 (mg/Nm3)	NOx (mg/Nm3)	Poussières (mg/Nm3)	CO (mg/Nm3)																																																																				
Biomasse	P < 5	200	650	50	250																																																																				
	5 ≤ P < 10																																																																								
	10 ≤ P																																																																								
Autres combustibles solides	P < 5	1 100	550	50	200																																																																				
	5 ≤ P < 10																																																																								
	10 ≤ P																																																																								
Fioul domestique	P < 5	-	150 (3)	-	100																																																																				
	5 ≤ P < 10																																																																								
	10 ≤ P																																																																								
Fioul Lourd	P < 5	350	550	50	100																																																																				
	5 ≤ P < 10			30																																																																					
	10 ≤ P		500 (1)																																																																						
Gaz naturel, Biométhane	P < 5	-	150	-	100																																																																				
	5 ≤ P < 10		120 (2)																																																																						
	10 ≤ P																																																																								
Gaz de pétrole liquéfiés	P < 5	5	150	-	100																																																																				
	5 ≤ P < 10																																																																								
	10 ≤ P																																																																								
Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm3)																																																																							
(1)	Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.	NOx : 550																																																																							
(2)	Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.	NOx : 150																																																																							
(3)	Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an	NOx : 200																																																																							
6.2.5	<p><b>Valeurs limites d'émissions (turbines et moteurs)</b></p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm3) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 15 %.</p> <p>1° Cas des turbines : I. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ;</p>	Sans objet	NA																																																																						

- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2029 ;

- aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;

- aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter du 1er janvier 2030 ;

COMBUSTIBLES	POLLUANTS		
	SO2 (mg/Nm³)	NOx (mg/Nm³)	Poussières (mg/Nm³)
Combustibles liquides	Fioul lourd : 550	120 (1)	Fioul lourd : 20
Combustibles gazeux	15 (4)	50 (2) (3) (5)	-

Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm³)
(1)	Installation déclarée avant le 1er janvier 2014.	NOx : 200
(2)	Installation déclarée avant le 1er janvier 2014.	NOx : 150
(3)	Installation consommant du GPL déclarée après le 1er janvier 2014 et mise en service avant le 20 décembre 2018	NOx : 75
(4)	Installation consommant du gaz naturel ou du biométhane	SO2 : -
(5)	Jusqu'au 31 décembre 2029, installations utilisées pour faire fonctionner des stations de compression de gaz nécessaires pour assurer la sûreté et la sécurité d'un système national de transport de gaz	NOx : 300

II. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et :

- nouvelles, à compter du 20 décembre 2018 ;
- existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, à compter du 1er janvier 2025 ;
- existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure à 5 MW, à compter du 1er janvier 2030 :

	Puissance P (MW)	SO2 (mg/Nm3)	NOx (mg/Nm3)	Poussières (mg/Nm3)	CO (mg/Nm3)
Fioul domestique	P < 5	-	75 (1) (2)	-	100
	5 ≤ P < 10				
	10 ≤ P				
Fioul Lourd	P < 5	120	75 (1) (2)	20	100
	5 ≤ P < 10			10 (3)	
	10 ≤ P				
Gaz naturel, Biométhane	P < 5	-	50 (4)	-	100
	5 ≤ P < 10				
	10 ≤ P				
Gaz de pétrole liquéfié	P < 5	15	75 (4)	-	100
	5 ≤ P < 10				
	10 ≤ P				

NA

nouvelles, à compter du 20 décembre 2018 ;  
 existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, à compter du 1er janvier 2025 ;  
 existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure à 5 MW, à compter du 1er janvier 2030 ;

NA

	<table><tr><th></th><th>Puissance P {MW}</th><th>SO2 (mg/Nm3)</th><th>NOx (mg/Nm3)</th><th>Poussières (mg/Nm3)</th><th>CO (mg/Nm3)</th></tr><tr><td rowspan="3">Fioul domestique</td><td>P &lt; 5</td><td rowspan="3">-</td><td>190 (1) (2) (3) (4) (5) (6)</td><td rowspan="3">-</td><td rowspan="3">250</td></tr><tr><td>5 ≤ P &lt; 10</td><td rowspan="2">190 (1) (2) (3) (6)</td></tr><tr><td>10 ≤ P</td></tr><tr><td rowspan="3">Fioul Lourd</td><td>P &lt; 5</td><td rowspan="3">120</td><td>190 (1) (2) (3) (4) (5) (6)</td><td>20</td><td rowspan="3">250</td></tr><tr><td>5 ≤ P &lt; 10</td><td rowspan="2">190 (1) (2) (3) (6) (7)</td><td rowspan="2">10 (8)</td></tr><tr><td>10 ≤ P</td></tr><tr><td rowspan="3">Gaz naturel, Biométhane</td><td>P &lt; 5</td><td rowspan="3">-</td><td rowspan="3">95 (9) (10)</td><td rowspan="3">-</td><td rowspan="3">100</td></tr><tr><td>5 ≤ P &lt; 10</td></tr><tr><td>10 ≤ P</td></tr><tr><td rowspan="3">Gaz de pétrole liquéfiés</td><td>P &lt; 5</td><td rowspan="3">15</td><td rowspan="3">190</td><td rowspan="3">-</td><td rowspan="3">250</td></tr><tr><td>5 ≤ P &lt; 10</td></tr><tr><td>10 ≤ P</td></tr></table>		Puissance P {MW}	SO2 (mg/Nm3)	NOx (mg/Nm3)	Poussières (mg/Nm3)	CO (mg/Nm3)	Fioul domestique	P < 5	-	190 (1) (2) (3) (4) (5) (6)	-	250	5 ≤ P < 10	190 (1) (2) (3) (6)	10 ≤ P	Fioul Lourd	P < 5	120	190 (1) (2) (3) (4) (5) (6)	20	250	5 ≤ P < 10	190 (1) (2) (3) (6) (7)	10 (8)	10 ≤ P	Gaz naturel, Biométhane	P < 5	-	95 (9) (10)	-	100	5 ≤ P < 10	10 ≤ P	Gaz de pétrole liquéfiés	P < 5	15	190	-	250	5 ≤ P < 10	10 ≤ P			
	Puissance P {MW}	SO2 (mg/Nm3)	NOx (mg/Nm3)	Poussières (mg/Nm3)	CO (mg/Nm3)																																								
Fioul domestique	P < 5	-	190 (1) (2) (3) (4) (5) (6)	-	250																																								
	5 ≤ P < 10		190 (1) (2) (3) (6)																																										
	10 ≤ P																																												
Fioul Lourd	P < 5	120	190 (1) (2) (3) (4) (5) (6)	20	250																																								
	5 ≤ P < 10		190 (1) (2) (3) (6) (7)	10 (8)																																									
	10 ≤ P																																												
Gaz naturel, Biométhane	P < 5	-	95 (9) (10)	-	100																																								
	5 ≤ P < 10																																												
	10 ≤ P																																												
Gaz de pétrole liquéfiés	P < 5	15	190	-	250																																								
	5 ≤ P < 10																																												
	10 ≤ P																																												
	<table><tr><th>Renvoi</th><th>Conditions</th><th>Valeur limite d'émission (mg/Nm3)</th></tr><tr><td>(1)</td><td>Installation de combustion utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode liquide) et mise en service à partir du 20 décembre 2018</td><td>NOx : 225</td></tr><tr><td>(2)</td><td>Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 2014 utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode liquide)</td><td>NOx : 750</td></tr><tr><td>(3)</td><td>Installation de combustion déclarée après le 1er janvier 2014 et mise en service avant le 20 décembre 2018 utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode liquide)</td><td>NOx : 450</td></tr><tr><td>(4)</td><td>Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 2014</td><td>NOx : 250</td></tr><tr><td>(5)</td><td>Installation de combustion déclarée à partir du 1er janvier 2014 et mise en service avant le 20 décembre 2018</td><td>NOx : 225</td></tr><tr><td>(6)</td><td>Installation de combustion mise en service avant le 18 mai 2006</td><td>NOx : 450</td></tr><tr><td>(7)</td><td>Installation de combustion mise en service avant le 20 décembre 2018</td><td>NOx : 225</td></tr><tr><td>(8)</td><td>Installation de combustion mise en service avant le 20 décembre 2018</td><td>Poussières : 20</td></tr><tr><td>(9)</td><td>Installation de combustion utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode gaz)</td><td>NOx : 190</td></tr><tr><td>(10)</td><td>Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 2014</td><td>NOx : 130</td></tr></table> <p>III. - Les installations de combustion déclarées après le 1er janvier 1998 respectent la valeur limite suivante en formaldéhyde : 15 mg/Nm3.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <p>- conformité des résultats des mesures visées au point 6.3 de la présente annexe (Mesure périodique de la pollution rejetée), ramenés aux conditions spécifiées ci-dessus avec les valeurs limites d'émission applicables (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</p>	Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm3)	(1)	Installation de combustion utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode liquide) et mise en service à partir du 20 décembre 2018	NOx : 225	(2)	Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 2014 utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode liquide)	NOx : 750	(3)	Installation de combustion déclarée après le 1er janvier 2014 et mise en service avant le 20 décembre 2018 utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode liquide)	NOx : 450	(4)	Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 2014	NOx : 250	(5)	Installation de combustion déclarée à partir du 1er janvier 2014 et mise en service avant le 20 décembre 2018	NOx : 225	(6)	Installation de combustion mise en service avant le 18 mai 2006	NOx : 450	(7)	Installation de combustion mise en service avant le 20 décembre 2018	NOx : 225	(8)	Installation de combustion mise en service avant le 20 décembre 2018	Poussières : 20	(9)	Installation de combustion utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode gaz)	NOx : 190	(10)	Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 2014	NOx : 130		NA									
Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm3)																																											
(1)	Installation de combustion utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode liquide) et mise en service à partir du 20 décembre 2018	NOx : 225																																											
(2)	Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 2014 utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode liquide)	NOx : 750																																											
(3)	Installation de combustion déclarée après le 1er janvier 2014 et mise en service avant le 20 décembre 2018 utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode liquide)	NOx : 450																																											
(4)	Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 2014	NOx : 250																																											
(5)	Installation de combustion déclarée à partir du 1er janvier 2014 et mise en service avant le 20 décembre 2018	NOx : 225																																											
(6)	Installation de combustion mise en service avant le 18 mai 2006	NOx : 450																																											
(7)	Installation de combustion mise en service avant le 20 décembre 2018	NOx : 225																																											
(8)	Installation de combustion mise en service avant le 20 décembre 2018	Poussières : 20																																											
(9)	Installation de combustion utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur dual fioul en mode gaz)	NOx : 190																																											
(10)	Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 2014	NOx : 130																																											
6.2.6	<p><b>Valeurs limites de rejet (générateur de chaleur directe)</b></p> <p>Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux générateurs de chaleur directe. Les valeurs limites sont exprimées dans les mêmes conditions standards que celles définies au deuxième alinéa du point 6.2.4 de la présente annexe, à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.</p> <p>I. - Les valeurs limites suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- aux installations de combustion nouvelles à compter de leur mise en service ;</li><li>- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 2 MW à compter du 1er janvier 2030 ;</li><li>- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW consommant des combustibles liquides ou gazeux à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;</li></ul> <p>aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW consommant des combustibles solides à compter du 1er janvier 2023 :</p>	Sans objet	NA																																										



	<table><tr><th rowspan="2">COMBUSTIBLES</th><th colspan="2">POLLUANTS</th></tr><tr><th>NOx (mg/Nm3)</th><th>Poussières (mg/Nm3)</th></tr><tr><td>Combustibles liquides</td><td>350 (3)</td><td>30 (1)</td></tr><tr><td>Combustibles gazeux</td><td>300 (2)</td><td>30 (1)</td></tr><tr><td>Combustibles solides</td><td>400 (5)</td><td>30 (4)</td></tr></table> <table><tr><th>Renvoi</th><th>Conditions</th><th>Valeur limite d'émission (mg/Nm3)</th></tr><tr><td>(1)</td><td>Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 2014</td><td>Poussières : 50</td></tr><tr><td>(2)</td><td>Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 1998</td><td>NOx : 400</td></tr><tr><td>(3)</td><td>Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 1998</td><td>NOx : 600</td></tr><tr><td>(4)</td><td>Installation de combustion mise en service avant le 20 décembre 2018</td><td>Poussières : 50</td></tr><tr><td>(5)</td><td>Installation de combustion mise en service avant le 20 décembre 2018</td><td>NOx : 650</td></tr></table> <p>II. - Les appareils de combustion respectent une valeur limite en composés organiques volatils (hors méthane) de 150 mg/Nm3 (exprimé en carbone total) si le flux massique horaire dépasse 2 kg/h. Cette valeur ne s'applique pas aux séchoirs de bois.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <p>- conformité des résultats des mesures visées au point 6.3 de la présente annexe (Mesure périodique de la pollution rejetée), ramenés aux conditions spécifiées ci-dessus avec les valeurs limites d'émission applicables (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</p>	COMBUSTIBLES	POLLUANTS		NOx (mg/Nm3)	Poussières (mg/Nm3)	Combustibles liquides	350 (3)	30 (1)	Combustibles gazeux	300 (2)	30 (1)	Combustibles solides	400 (5)	30 (4)	Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm3)	(1)	Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 2014	Poussières : 50	(2)	Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 1998	NOx : 400	(3)	Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 1998	NOx : 600	(4)	Installation de combustion mise en service avant le 20 décembre 2018	Poussières : 50	(5)	Installation de combustion mise en service avant le 20 décembre 2018	NOx : 650			
COMBUSTIBLES	POLLUANTS																																			
	NOx (mg/Nm3)	Poussières (mg/Nm3)																																		
Combustibles liquides	350 (3)	30 (1)																																		
Combustibles gazeux	300 (2)	30 (1)																																		
Combustibles solides	400 (5)	30 (4)																																		
Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm3)																																		
(1)	Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 2014	Poussières : 50																																		
(2)	Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 1998	NOx : 400																																		
(3)	Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 1998	NOx : 600																																		
(4)	Installation de combustion mise en service avant le 20 décembre 2018	Poussières : 50																																		
(5)	Installation de combustion mise en service avant le 20 décembre 2018	NOx : 650																																		
6.2.7	<p><b>Utilisation de plusieurs combustibles</b></p> <p>I. - Lorsqu'une installation de combustion moyenne utilise simultanément deux combustibles ou davantage, la valeur limite d'émission de chaque polluant est calculée comme suit :</p> <p>a) Prendre la valeur limite d'émission relative à chaque combustible, telle qu'elle est énoncée aux points 6.2.4 à 6.2.7 ;</p> <p>b) Déterminer la valeur limite d'émission pondérée par combustible ; cette valeur est obtenue en multipliant la valeur limite d'émission visée au point a) par la puissance thermique fournie par chaque combustible, et en divisant le résultat de la multiplication par la somme des puissances thermiques fournies par tous les combustibles ; et</p> <p>Additionner les valeurs limites d'émission pondérées par combustible.</p> <p>II. - Si une même installation utilise alternativement plusieurs combustibles, les valeurs limites d'émission qui lui sont applicables sont déterminées en se référant à chaque combustible utilisé.</p> <p>III. - Si l'installation de combustion consomme plusieurs combustibles et que pour un ou plusieurs de ces combustibles aucune VLE n'est fixée pour un polluant, mais que pour les autres combustibles consommés une VLE est fixée, l'installation de combustion respecte une VLE pour ce polluant en appliquant les règles du I. du présent point.</p> <p>Aux fins de l'application du I. du présent point, on utilise alors les valeurs ci-dessous :</p> <table><tr><th></th><th>Gaz naturel, Biométhane</th><th>GPL</th><th>Fioul domestique</th></tr><tr><td>SO2</td><td>Moteurs et turbines : 10 mg/Nm3 à 15 % d'O2 Autres installations : 35 mg/Nm3 à 3 % d'O2</td><td>Non concerné</td><td>Moteur et turbine : 60 mg/Nm3 à 15 % d'O2 Autres installations : 35 mg/Nm3 à 3 % d'O2</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>Moteurs et turbines : 5 mg/Nm3 à 15 % d'O2 Autres installations : 5 mg/Nm3 à 3 % d'O2</td><td>Moteurs et turbines : 5 mg/Nm3 à 15 % d'O2 Autres installations : 5 mg/Nm3 à 3 % d'O2</td><td>Moteurs et turbines : 15 mg/Nm3 à 15 % d'O2 Autres installations : 50 mg/Nm3 à 3 % d'O2</td></tr></table> <p>Objet du contrôle :</p> <p>- conformité des résultats des mesures visées au point 6.3 de la présente annexe (Mesure périodique de la pollution rejetée), ramenés aux conditions spécifiées ci-dessus avec les valeurs limites d'émission applicables (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</p>		Gaz naturel, Biométhane	GPL	Fioul domestique	SO2	Moteurs et turbines : 10 mg/Nm3 à 15 % d'O2 Autres installations : 35 mg/Nm3 à 3 % d'O2	Non concerné	Moteur et turbine : 60 mg/Nm3 à 15 % d'O2 Autres installations : 35 mg/Nm3 à 3 % d'O2	Poussières	Moteurs et turbines : 5 mg/Nm3 à 15 % d'O2 Autres installations : 5 mg/Nm3 à 3 % d'O2	Moteurs et turbines : 5 mg/Nm3 à 15 % d'O2 Autres installations : 5 mg/Nm3 à 3 % d'O2	Moteurs et turbines : 15 mg/Nm3 à 15 % d'O2 Autres installations : 50 mg/Nm3 à 3 % d'O2	Sans objet	NA																					
	Gaz naturel, Biométhane	GPL	Fioul domestique																																	
SO2	Moteurs et turbines : 10 mg/Nm3 à 15 % d'O2 Autres installations : 35 mg/Nm3 à 3 % d'O2	Non concerné	Moteur et turbine : 60 mg/Nm3 à 15 % d'O2 Autres installations : 35 mg/Nm3 à 3 % d'O2																																	
Poussières	Moteurs et turbines : 5 mg/Nm3 à 15 % d'O2 Autres installations : 5 mg/Nm3 à 3 % d'O2	Moteurs et turbines : 5 mg/Nm3 à 15 % d'O2 Autres installations : 5 mg/Nm3 à 3 % d'O2	Moteurs et turbines : 15 mg/Nm3 à 15 % d'O2 Autres installations : 50 mg/Nm3 à 3 % d'O2																																	
6.2.8	<p><b>Interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz</b></p> <p>I. - L'exploitant peut, pour une période limitée à dix jours, ne pas respecter les valeurs limites d'émission en SO2, NOx et poussières prévues aux points 6.2.4 à 6.2.7 dans le cas où l'installation de combustion qui n'utilise que du combustible gazeux doit exceptionnellement avoir recours à d'autres combustibles en raison d'une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz et devrait de ce fait être équipée d'un dispositif d'épuration des gaz résiduels. Il en informe immédiatement le préfet.</p>	Sans objet	NA																																	

	<p>Cette période de dix jours peut être prolongée après accord du préfet s'il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique.</p> <p>- L'exploitant peut, pour une période limitée à six mois, demander au préfet une dérogation aux valeurs limites d'émission relatives au SO<sub>2</sub> prévues aux articles 6.2.4 à 6.2.6, s'il utilise, en fonctionnement normal, un combustible à faible teneur en soufre pour respecter ces valeurs limites d'émission et si une interruption soudaine et imprévue de son approvisionnement liée à une pénurie grave se produit.</p>			
6.2.9	<p><b>Dispositions spécifiques pour les installations situées dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère</b></p> <p>Lorsque les installations visées aux points 6.2.4, 6.2.5 et 6.2.6 de la présente annexe sont situées dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement, un arrêté préfectoral peut renforcer l'ensemble des dispositions du présent arrêté, et notamment :</p> <p>- abaisser les valeurs limites prévues aux points 6.2.4, 6.2.5 et 6.2.6 de la présente annexe ; et/ou</p> <p>- anticiper la date d'application de ces valeurs limites ; et/ou</p> <p>prévoir une périodicité plus élevée des mesures des émissions atmosphériques prévues au point 6.3 de la présente annexe.</p>	Installation non située dans un périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère.	NA	
6.2.10	<p><b>Conformité aux VLE</b></p> <p>En cas de non-respect des valeurs limites d'émission prévues au point 6.2 du présent arrêté, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.</p>	Sans objet	NA	
6.3	<p><b>Mesure périodique de la pollution rejetée</b></p> <p>I. - L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.</p> <p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.</p> <p>III.</p> <p>IV. - Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 h par an, des mesures périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.</p> <p>V. - Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. A cette occasion, les teneurs en composés organiques volatils (hors méthane) et en formaldéhyde sont déterminées lorsque ces polluants sont réglementés.</p> <p>VI.- Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.</p> <p>Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.</p> <p>VI. Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p> <p>VII. - Pour les installations de séchage, au lieu des mesures prévues au présent point et au point 6.4 de la présente annexe, des modalités différentes, reconnues spécifiquement par le ministère chargé des installations classées, peuvent être mises en place, pour justifier du respect des valeurs limites imposées au point 6.2.7 de la présente annexe.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <p>- présence des résultats des mesures périodiques réglementaires du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère faites par un organisme agréé (le non- respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</p>	<p>L'exploitant s'engage à effectuer un programme de surveillance triennal de la qualité des rejets atmosphérique de la chaudière conformément aux dispositions du chapitre 6.3.</p> <p>Un premier contrôle réalisé dans les 6 mois après la mise en exploitation.</p>	C	
6.4	<p><b>Surveillance de la performance des systèmes de traitement</b></p> <p>I. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>II. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p>	L'exploitant conserva une trace du bon fonctionnement de ces dispositifs de traitement de poussières.	C	

	<p>III. - Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NOx pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <p>- présence des éléments attestant du bon fonctionnement des dispositifs de traitement des émissions de SO2, de poussières et de NOx.</p>			
6.5	<p><b>Entretien des installations</b></p> <p>Le réglage et l'entretien de l'installation se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.</p>	L'entretien sera assuré par le personnel d'exploitation en lien avec le constructeur de l'installation.	C	
6.6	<p><b>Equipement des chaufferies</b></p> <p>L'installation et les appareils de combustion qui la composent sont équipés des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.</p>	Equipements mis en place : chaudière, multicyclone, électrofiltre et condenseur	C	
6.7	<p><b>Livret de chaufferie</b></p> <p>Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie. En outre, la tenue du livret de chaufferie est réalisée conformément à l'annexe de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <p>- présence du livret de chaufferie indiquant les résultats des contrôles et opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières.</p>	En phase d'exploitation, l'exploitant tiendra à jour un carnet d'entretien de l'appareil de combustion.	C	
7.	<b>Déchets</b>			
7.1	<p><b>Gestion des déchets</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets ;</li><li>- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :</li></ul> <ul style="list-style-type: none"><li>a) La préparation en vue de la réutilisation ;</li><li>b) Le recyclage ;</li><li>c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;</li><li>d) L'élimination.</li></ul> <p>L'exploitant traite ou fait traiter les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour ce traitement sont régulièrement autorisées à cet effet. Les cendres issues de la combustion de biomasse par voie sèche ou humide sous l'équipement de combustion peuvent être mises sur le marché en application des dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural applicables aux matières fertilisantes. Elles disposent alors d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente ou d'une autorisation de distribution pour expérimentation, ou sont conformes à une norme d'application obligatoire.</p>	<p>Nature des déchets produits par la chaudière :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les cendres : stockée dans un conteneur de 10 m³ et partie collectée sous l'électrofiltre (~ 20 kg/j) collectée dans un big-bag,</li><li>- les emballages des produits utilisés pour le traitement des eaux (sacs et bidons)</li><li>- les autres DIB éventuels.</li></ul> <p>Le mode de stockage des cendres évitera les envois : conteneur fermé et big-bags. L'exploitant fera évacuer régulièrement les déchets produits.</p>	C	
7.2	<p><b>Contrôles des circuits</b></p> <p>L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration de production et de traitement de déchets et de traçabilité (bordereau de suivi, document de transfert transfrontalier) dans les conditions fixées par la réglementation aux articles R 541-42 à R. 541-46 du code de l'environnement.</p>	L'exploitant tiendra à jour un registre de traçabilité de ces déchets produits et des filières de traitement en sortie du site.	C	
7.3	<p><b>Entreposage des déchets</b></p> <p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envois, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour assurer l'évacuation régulière des déchets produits, notamment les cendres et les suies issues des installations de combustion. La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p>	L'exploitant veillera au respect de la bonne gestion (tri, entreposage, filières de recyclage et/ou traitement selon le type) de ces déchets produits sur le site.	C	
7.4	<p><b>Déchets non dangereux</b></p> <p>Les déchets non dangereux (par exemple bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants sont récupérés, valorisés ou traités en s'assurant que la personne à qui ils sont remis est autorisée à les prendre en charge.</p> <p>Les seuls modes de traitement autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes en application des articles R. 543-66 à R. 543-72 du Code de l'Environnement.</p>			
7.5	<p><b>Déchets dangereux</b></p> <p>Les déchets dangereux sont traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du Code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement. L'exploitant émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et est en mesure d'en justifier le traitement. Les documents justificatifs sont conservés 5 ans.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <p>- présence des bordereaux de suivi de déchets et des documents justificatifs de traitement (le non-respect de ce point relève</p>			



	d'une non-conformité majeure).													
7.6	<b>Brûlage</b> Le brûlage des déchets liquides, solides et gazeux à l'air libre est interdit.	En phase d'exploitation, aucun déchet ne devra être brûlé à l'air libre sur le site.	C											
7.7	<b>Epandage</b> Les cendres issues de la combustion de biomasse par voie sèche ou humide sous l'équipement de combustion peuvent être épandues, dans la limite d'un volume annuel de 2 000 tonnes/an. L'épandage de tout autre déchet, des eaux résiduaires et des boues est interdit. L'épandage des cendres respecte les dispositions de l'annexe III. Celles-ci peuvent être adaptées par arrêté préfectoral aux circonstances locales.  Objet du contrôle : - présence de l'étude préalable d'épandage contenant l'ensemble des éléments décrits ci-dessus ; - présence d'un cahier d'épandage contenant l'ensemble des éléments décrits ci-dessus (le non- respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - présence des résultats d'analyses de chaque chargement de cendres (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - présence d'échantillon témoin pour chaque chargement ; conformité des résultats d'analyses des cendres épandues avec les contraintes fixées ci-dessus (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	NA												
8. <b>Bruit et vibrations</b>														
8.1	<b>Valeurs limites de bruit</b> Au sens du présent arrêté, on appelle : - émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A, notés LAeq, du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (installation à l'arrêt) ; - zones à émergence réglementée : - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration et, le cas échéant, en tout point de leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse) ; - les zones constructibles, à l'exclusion des zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration ; - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés dans les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration et, le cas échéant, en tout point de leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion des parties extérieures des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.  Pour les installations de combustion existantes déclarées avant le 1er janvier 1997, la date de la déclaration est remplacée, dans la définition ci-dessus des zones à émergence réglementée, par la date du présent arrêté. L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou solidiens susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant : <table><tr><td>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</td><td>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</td><td>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</td><td rowspan="3">De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel (hors fonctionnement de l'installation) dépasse ces limites. Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.</td></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel (hors fonctionnement de l'installation) dépasse ces limites. Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	Le site se trouve en zone réservée à l'implantation d'activités économiques. Le bruit résiduel provient du trafic routier sur les voies les plus proches et des activités industrielles environnantes. Une étude de bruit résiduel et simulation de la propagation sonore du site en fonctionnement a été réalisée et fournie de manière détaillée en Annexe 5. Les zones d'habitat les plus proches (hameaux formant les ZER) sont situées à plus de 300 m. Une caractérisation du bruit ambiant sera réalisée avant le démarrage des travaux du projet. En tout état de cause, l'exploitant s'engage à respecter les valeurs limites prescrites.	C	Voir rapport de mesure de bruit fourni en Annexe 5
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel (hors fonctionnement de l'installation) dépasse ces limites. Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.											
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)												
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)												
8.2	<b>Véhicules - engins de chantier</b> Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont présumés répondre aux exigences réglementaires (notamment les engins de chantier sont conformes à un type homologué). L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.	Conformité des véhicules et engins de chantier utilisés.	C											
8.3	<b>Vibrations</b> Les règles techniques applicables sont fixées à l'annexe IV.	Sans objet	SO											

8.4	<b>Mesure de bruit</b> Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'inspection des installations classées.	Mise en place d'une campagne de mesures acoustiques triennale. Une première campagne de mesures sera réalisée dans les 6 mois après le démarrage de l'exploitation.	C	
9.	<b>Remise en état en fin d'exploitation</b>			
9	Outre les dispositions prévues au point 1.4, l'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier : - tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ; les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.	L'exploitant s'engage à la remise en état du site selon les dispositions du chapitre 9 et des engagements fournis en pièce-jointe n°08.	SO	<i>Voir pièce-jointe 08</i>